ISSN 0024-7650

FLEXIBILITÉ :
Le gouvernement veut légaliser les pratiques du patronat

p. 12

lutte ouvrière

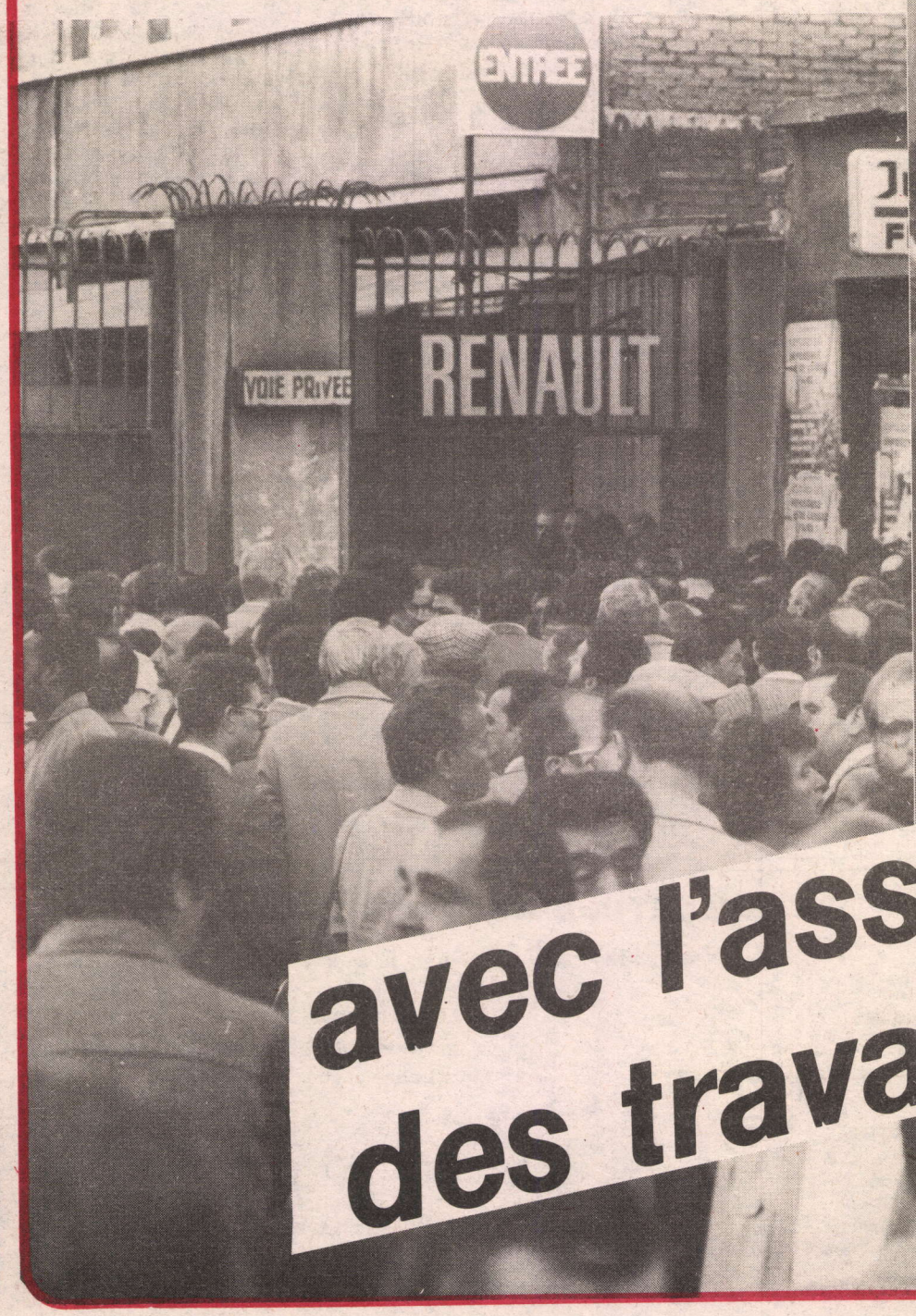
Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 906 - 12 octobre 1985 - prix : 6 F

Congrès du P.S. :

Les bons comptes font les mauvais amis

p. 4

Renault :
Le Mans et Billancourt occupées par la CGT



avec l'assentiment des travailleurs

M 6189 - 906 - 6 F

sommaire

En France

Page 4 :
— **Bientôt le congrès du Parti Socialiste : les bons comptes font les mauvais amis.**
— **Editorial des bulletins d'entreprise du 7 octobre.**

Page 6 :
— **En bref.**

Page 7 :
— **FO : Bergeron préfère « crier aujourd'hui plutôt que lutter demain ». Mais mieux vaut lutter aujourd'hui plutôt que gémir demain.**
— **CFDT : Maire au *Figaro*.**
— **RPR : Cocktail chiraquien.**

Page 12 :
— **Flexibilité du temps de travail.**

Pages 13 à 16 :
• **Dans les entreprises :**
— **Tréfileries Fourchambault ; CFEC Gennevilliers ; Bendix Beauvais ; RATP ; *Echos de la Navale* : licenciements à Dubigeon Nantes et surexploitation aux Chantiers de Saint-Nazaire ; reprise aux Chantiers Navals de La Ciotat. Citroën Aulnay ; Renault-Flins ; Hospices civils de Lyon ; CHR Besançon ; Dassault (St-Cloud) ; Fonderies du Poitou ; Rhône-Poulenc (Pont-de-Claix - Isère).**

Dans le monde

Page 8 :
— **Les élections au Portugal : à qui profite la défaite ?**
— **Italie : deux heures de grève contre le budget austérité.**
— **Tunisie : Bourguiba fidèle à l'impérialisme jusqu'à la mort.**
— **Sénégal : répression d'une manifestation contre l'Apartheid.**

Page 9 :
— **Grande-Bretagne : flambée de colère à Londres.**
— **RFA : qui sont les assassins et les casseurs ?**

Pages 10 et 11 :
Pays riches, pauvres pauvres, l'économie mondiale en crise :
— **La baisse du dollar et la puissance commerciale américaine.**
— **La dette des pays pauvres : une bombe sous les pieds de l'impérialisme.**

Culture

Page 17 :
— **Il y a cent ans naissait François Mauriac.**

Page 18 :
— **Film : *Le 4e pouvoir* avec Philippe Noiret et Nicole Garcia.**

Page 19 :
— **Livres : *Les nouvelles aventures du brave soldat Chveik* de Jaroslav Hasek ; *Tarabas* de Joseph Roth.**

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

LUTTE OUVRIÈRE

Hebdomadaire édité par la société Editions E.A. —
BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18.
SARL au capital de 20 000 F. — Durée : cinquante ans. —
Gérant : Michel RODINSON - Associés : René MARMAROS, Isaac SZMULEWICZ, José CHATROUSSAT.
Directeur de la publication et responsable de la rédaction : Michel RODINSON.
Tirage : 15 000 exemplaires.
Composition : Presse Photo-Compo, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11e.
Impression : Les Marchés de France, Gonesse (Val d'Oise).
Commission Paritaire des Publications n° 64 995.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE
B.P. 233
75865 PARIS CEDEX 18

Abonnements et soutiens :
Chèques bancaires à l'ordre de Michel RODINSON.
Virements postaux à : Michel RODINSON, CCP PARIS 6 851 10 R.

Dans notre courrier

Austérité scolaire à Clermont-Ferrand

Chers camarades,

Pour faire des économies, les responsables, au niveau rectoral et académique, des établissements scolaires clermontois, ne remplacent plus automatiquement un titulaire qui part en retraite, qu'il s'agisse d'un agent de service ou d'un enseignant. On s'arrange pour transformer les places en demi-postes qui sont confiés à des stagiaires, des auxiliaires, voire même des TUC.

Les effectifs des classes constituent aussi un gros point noir. Dans les deux principaux lycées de l'académie, Blaise Pascal et Jeanne-d'Arc, plus de la moitié des classes de première et de terminale dépassent les 38 élèves.

Ailleurs, comme au lycée technique Sidoine-Apollinaire, c'est l'éducation physique qui fait les frais des restrictions budgétaires. Il manque pas mal d'heures de gymnastique. Des classes de BTS n'en ont aucune, près de trois cents élèves n'auront droit qu'à une séance par quinzaine.

Alors, les professeurs de gymnastique ont réagi de façon originale : dès la rentrée, ils ont gardé leurs élèves dans la cour, et leur ont fait chanter des airs sur les bienfaits de la culture physique, sous les fenêtres du bureau du proviseur.

Un autre exemple de ces économies mesquines : les chefs d'établissement utilisent le principe des vases communicants. Si une classe risque de dépasser 40 élèves, on envoie d'office le « surplus » dans un autre établissement, où la classe équivalente n'a « que » 35 ou 36 élèves. Ce qui évite de dédoubler et donc d'avoir à payer quelques heures d'enseignement en plus.

Un lecteur clermontois

Super-voleurs ?

Chers camarades,

Tel que l'on est, on croit les autres... C'est sans doute cette maxime qu'a voulu appliquer la direction d'Euromarché, magasin situé dans les quartiers sud de Marseille...

En effet, à plusieurs reprises, j'ai dû me faire rembourser un trop-perçu aux caisses. La méthode ? Les prix affichés, en promotion à l'étalage, ne correspondent parfois pas du tout à ceux « encodés » sur les tickets de caisse...

Chose qui s'était reproduite ce vendredi 30 août 1985, vers 16 heures.

Mais à la différence, cette fois-ci, que j'ai dû subir à la sortie une fouille, alors que je n'avais absolument rien à me « reprocher »...

Cela n'est peut-être rien à côté de certains « tabassages » effectués dans d'autres grandes surfaces... Mais je tenais à vous le signaler...

Les voleurs ne sont pas toujours ceux que l'on croit...

Recevez, chers camarades, mes salutations révolutionnaires.

J.C.M. (Marseille)

Le **Mouvement Togolais pour la Démocratie** et **« Tribune libre pour la démocratie »** nous communiquent :

Tortures et assassinats d'innocents arbitrairement arrêtés, sous l'état de siège au Togo

Depuis le mois d'août dernier, une série d'attentats non revendiqués se développe au Togo.

Suite à ces événements, un état de siège non officiellement décrété a été mis en place par le gouvernement togolais : couvre-feu, quadrillage de tout le territoire par l'armée et la police, fouilles systématiques des personnes et des véhicules, contrôles renforcés à l'aéroport et aux frontières, etc.

Alors que la presse étrangère annonce que l'identité des instigateurs de ces attentats n'est pas connue, une vague répressive s'est abattue sur le pays après que le gouvernement togolais ait lancé des appels répétés à la délation par voie de presse, à la radio, à la télévision.

Malgré des difficultés évidentes à obtenir actuellement des informations complètes sur l'ampleur de la répression sous l'état de siège, nous avons appris que plus de 200 innocents parmi lesquels des femmes et des enfants ont été arrêtés à ce jour. (...) Nous venons d'apprendre que Adoté Omer, ingénieur arrêté le 14 septembre, est mort sous la torture une semaine après son arrestation.

Afin que la liste des morts en détention ne s'allonge pas, le MTD et *Tribune Libre pour la Démocratie* lancent un appel pressant à tous les démocrates, personnalités et organisations qui se prononcent pour la défense des Droits de l'Homme d'intervenir rapidement auprès des autorités togolaises pour obtenir l'arrêt immédiat des tortures des innocents arbitrairement arrêtés, leur libération inconditionnelle et immédiate ainsi que la levée immédiate de l'état de siège. (...)

Grâce à la mobilisation urgente des organisations et démocrates français à nos côtés, vie sauve a été obtenue à Yaovi Dossou, chauffeur à l'ambassade du Togo en France, kidnappé et déporté au Togo le 18 juin dernier par le dictateur Eyadéma. Nous poursuivons actuellement la campagne pour son retour inconditionnel en France où l'attendent sa femme et ses trois enfants.

L'urgence de sauver des dizaines de vies humaines au Togo nous amène à penser qu'une fois de plus nous pourrons compter sur votre solidarité et votre soutien.

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion aura lieu
Vendredi 25 octobre à 20 h 30
Palais de la Mutualité
24, rue Saint-Victor - Paris 5e
et sera consacrée au sujet suivant :

POLOGNE 1980-1981 : des grèves de Gdansk à la dictature militaire

BULLETIN D'ABONNEMENT

Je désire m'abonner aux publications suivantes(1) :

LUTTE OUVRIÈRE
pour une période de un an : 180 F
pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE
(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)
pour une période de un an : 60 F

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____ Code postal _____

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson CCP PARIS 6851-10 R. A expédier à Lutte Ouvrière BP 233 75 865 Paris Cedex 18

(1) : Rayer les mentions inutiles

Editorial

Renault Le Mans et Billancourt occupées par la CGT avec l'assentiment des travailleurs

LE fait social majeur de la semaine, ce ne sont pas les « sornettes » de Mitterrand en Bretagne. C'est l'occupation des usines Renault du Mans et de Billancourt.

La presse, la radio, la télé sont unanimes. Il s'agirait, selon elles, d'un coup de force de la CGT. C'est la CGT qui aurait mis en grève les travailleurs, malgré eux.

Oui, il est à peu près certain que les travailleurs de Renault-Billancourt n'étaient pas vraiment prêts à se mettre en grève, en cette fin de semaine. Moins prêts, probablement, que ceux de Renault - Le Mans.

Aujourd'hui, ce jeudi, les travailleurs de la Régie, les travailleurs de Billancourt ont trouvé les portes des ateliers fermées et l'usine occupée, symboliquement, par quelques centaines de grévistes au sens propre du terme. Les autres n'ont tout simplement pas pu entrer.

La CGT affirme que les travailleurs auraient voté à 76 % pour la grève. La CFDT dit que le vote n'a pas été organisé dans des *« formes normales et démocratiques »*. Il est certain que s'il y avait réellement eu 76 % de travailleurs pour suivre, les militants de la CGT n'auraient pas eu besoin de souder les portes pour empêcher d'entrer, y compris des grévistes, et il y en aurait au moins quelques milliers qui occuperaient. Il faut croire que même la CGT n'est pas très convaincue de la fermeté de ce vote.

Cela dit, la récente grève des conducteurs de la SNCF l'a montré, l'ensemble de la classe ouvrière en a ras-le-bol. Ras-le-bol de toutes les attaques ouvertes ou déguisées contre les travailleurs. Et si la CGT a mis les travailleurs de Billancourt en grève, un peu par surprise, elles ne les a pas mis en grève tout à fait malgré eux.

Les travailleurs de Billancourt sont un peu spectateurs. Spectateurs forcés par la CGT elle-même qui les laisse hors de l'usine plutôt que dedans. Mais ils ne sont pas hostiles. Tout comme l'ensemble de la classe ouvrière de ce pays.

Car encore une fois, il y en ras-le-bol. Ras-le-bol que les travailleurs soient accusés d'être responsables de la crise alors que ceux qui dirigent l'économie, engendrent la crise et en profitent, ce sont les bourgeois.

Les travailleurs en ont ras-le-bol qu'on leur rebatte les oreilles avec les reconversions, les restructurations, avec ces mots pompeux qui cachent la protection des profits par la chute du niveau de vie des classes populaires, et rien de plus. Parce qu'il n'y a, en fait, ni modernisation, ni compétitivité accrue, ni rien de cet ordre. La bourgeoisie française se contente d'encaisser du profit grâce en particulier à l'argent des contribuables, et elle laisse à l'Etat le soin d'investir.

Oui, les travailleurs du Mans, de Billancourt, comme ceux de France, ne voient pas d'un mauvais œil les militants du PC et de la CGT se battre, et le faire parfois avec courage, en ne craignant ni les coups ni les risques, et prendre le contrepied de la politique du gouvernement dit de gauche.

Bien sûr, le radicalisme du PC et de la CGT vient un peu tard ! Il vient au moment où la classe ouvrière est déçue, démoralisée, et n'a plus confiance ni dans sa propre force, ni dans celle des syndicats, ni dans celle des partis de gauche. Et pour cause !

Alors, les travailleurs reprendront-ils suffisamment confiance dans la lutte, pour reprendre confiance en eux-mêmes ? L'avenir nous le dira. Pour notre part, nous le souhaitons. Nous ferons tout ce que nous pourrons pour qu'il en soit ainsi. Mais il faut bien dire que ce n'est pas ce que cherche le PC. Il ne lutte pas pour que les travailleurs reprennent confiance dans la lutte, et surtout pas en eux-mêmes. A Billancourt, il en fait la démonstration. Les militants du PC et de la CGT n'ont pas besoin des travailleurs. Ils préfèrent s'en passer. Ils préfèrent faire occuper l'usine par 300 d'entre eux plutôt que par 3 000 travailleurs.

Bien sûr, le PC se bat pour que les travailleurs obtiennent satisfaction. Il n'a rien contre, bien au contraire. Cela n'irait pas à l'encontre de sa politique. Mais le PC roule surtout pour lui-même. Ce qu'il vise, c'est à faire oublier par l'ensemble des travailleurs et de la classe ouvrière sa participation, sa complicité dans l'installation et la politique de l'actuel gouvernement de gauche. Car si Fabius peut se permettre de mener sa politique anti-ouvrière, c'est que Mauroy, avec la sanction du PC, a préparé le chemin, a désorganisé les travailleurs, les a déçus, désorientés.

Alors aujourd'hui, le PC qui a perdu la moitié de ses électeurs voudrait les regagner. La classe ouvrière est actuellement trop démoralisée pour que la CGT puisse l'entraîner dans la lutte ? Mais qu'à cela ne tienne, les militants du PC se battent seuls, et le PC essaie, en transformant ses militants en champions, d'apparaître comme le seul parti à se battre afin de regagner auprès des travailleurs le titre de « parti de la classe ouvrière ».

Pour le moment, les travailleurs sont sur les gradins et regardent le spectacle. Et s'ils n'applaudissent pas tous, beaucoup d'entre eux souhaitent que le PC et la CGT gagnent.

Patronat, gouvernement, presse de droite voudraient bien que les spectateurs sifflent et ce qui les gêne, c'est qu'ils ne le fassent pas. Le PC, lui, se contenterait des applaudissements et de gagner sa partie.

Mais pour que les travailleurs, aujourd'hui encore spectateurs, gagnent, il faudra qu'ils envahissent la pelouse. Ce n'est pas ce que le PC cherche, mais c'est ce que le patronat et le gouvernement craignent.

Arlette LAGUILLER

(Voir nos articles sur Renault en page 5).

Achille Lauro

Ceux qui pleurent sur les otages des Palestiniens nous mènent en bateau

A la suite de négociations avec des envoyés de Yasser Arafat, les pirates palestiniens qui avaient détourné le paquebot italien *Achille Lauro* se sont rendus au bout de 36 heures.

36 heures pendant lesquelles les moyens d'information ont entretenu le suspense, prévoyant la catastrophe.

36 heures au bout desquelles ce qui aurait pu devenir une tragédie s'est terminé heureusement — ou presque puisqu'un passager aurait tout de même été assassiné — par la libération des otages et la découverte un peu dérisoire que quatre terroristes avaient seuls tenu en échec 450 personnes.

L'événement a suscité des réactions unanimement hostiles. C'est vrai qu'on ne voit pas en quoi ce détournement pourrait servir la cause des Palestiniens. Et ce type de terrorisme semble injustifiable.

Mais la presse d'ici n'a pas eu une telle virulence, la semaine dernière, pour dénoncer le terrorisme de l'Etat israélien dont le raid sur le quartier général de l'OLP à Tunis a fait au moins 60 morts et cent blessés.

Voilà pourtant un terrorisme infiniment plus « efficace » et organisé.

Des actes de piraterie, des prises d'otages, des massacres de populations, ce n'est pas ce qui a manqué depuis près de 40 ans que dure le conflit au Moyen-Orient. Depuis que les Palestiniens ont été chassés de leurs terres, villes et villages, et condamnés à vivre dans les camps.

Mais la presse occidentale dénonce la violence, le terrorisme avec d'autant plus de véhémence qu'ils ne viennent pas du camp du plus fort. Ses indignations et ses larmes ne vont pas à la population palestinienne opprimée — pas moins innocente pourtant que ces touristes d'une croisière de luxe — et d'une population qui est l'otage permanent d'un conflit né de la volonté de l'impérialisme de contrôler la région en s'appuyant sur la politique sioniste.

Le pourrissement du conflit au Proche-Orient est d'abord le fait de l'impérialisme américain et occidental en général. Les grandes puissances ont laissé l'Etat d'Israël mener, dans la région, une véritable politique de piraterie qui sert, globalement, leurs intérêts. Et si des groupes palestiniens attaquent les passagers d'un navire ou d'un avion, ou commettent des attentats contre des touristes, ce n'est qu'un retour de bâton de cette politique criminelle. C'est d'abord aux dirigeants israéliens, américains, occidentaux en général qu'il faut aller demander des comptes pour ces prises d'otages dont celle de l'*Achille Lauro* n'est certainement pas la dernière.

Sylvie MARECHAL

Bientôt le congrès du Parti Socialiste

Les bons comptes font les bons amis

Le prochain congrès national du Parti Socialiste promet d'être chaud, mais mesquin : les élections législatives de mars 1986 limitent l'horizon.

Depuis la « vague rose » de juin 1981, le Parti Socialiste compte 266 députés. A lui seul, il a une confortable majorité à la Chambre. Premier ministre et ministres portent son étiquette. Mais que restera-t-il de tout cela après les élections de 1986 ? Combien de députés le PS comptera-t-il dans la future Assemblée ? Et combien de ministres, s'il en reste, au gouvernement ? Autrement dit, qui devra changer de métier ? Voilà le problème.

Car ce n'est pas de politique qu'on discute aujourd'hui dans les diverses instances du PS ; ce n'est pas le sort des travailleurs, le chômage, la baisse du niveau de vie populaire qui excitent les notables des divers clans socialistes, si cela les a un jour excités !

On n'assiste pas à une remise en cause de la politique menée par le PS depuis plus de quatre ans. L'austérité pour les travailleurs, les cadeaux du patronat, tous les reculs devant la droite arrogante, les militaires en uniforme ou en civil, les culs bénis de l'école privée ou les patrons et petits-bourgeois vindicatifs, rien de cela ne semble poser problème.

Non, si les notables socialistes en arrivent aux mains — car ça s'est vu à Marseille — c'est pour des postes, des places... ceux qu'ils n'auront plus ! Et là encore, le Parti Socialiste, même si une partie de son électorat est ouvrier, est bien un parti bourgeois comme les autres.

Les luttes internes y sont vigoureuses. Certes, avec la nouvelle loi électorale, le nombre de députés, 491 aujourd'hui, doit s'arrondir d'une centaine supplémentaire. Mais le petit supplément dont le PS peut toujours rêver ne compensera probablement pas la grosse perte à laquelle il peut s'attendre. Les godillots des députés socialistes ont suffisamment pataugé dans le discrédit gouvernemental pour en payer le prix électoral, eux aussi. Tout se paie !

Alors, l'état-major du PS fait ses comptes. Des comptes qui ne font pas les bons amis. Car l' « *instillation d'un peu de proportionnelle* » dans le scrutin, dont se félicitait Mitterrand, instille surtout beaucoup de zizanie dans les rangs socialistes.

Jusqu'à présent, les notables avaient leurs petits fiefs, les circonscriptions... C'est désormais au parti — au Parti Socialiste comme aux autres — de constituer ses listes départementales. C'est donc à la direction, ou aux directions du PS de faire le tri, de déterminer à l'avance qui sera sur la liste, et dans quel ordre... Et qui sera — ou ne sera pas — en position élue. Et c'est d'autant moins facile que les beaux jours sont derrière, qu'il y aura probablement encore moins d'élus... Combien en moins ?

Il y aura donc des laissés-pour-compte. Rares sont ceux qui veulent en être, mais c'est pourtant au parti d'en décider, avant les élections, d'où, dans les coulisses, des manœuvres, tractations, empoignades même.

Un accord du 6 juillet dernier prévoyait de donner 18,5 % des sièges éligibles aux Rocardiens. Mais le courant Rocard vient de remporter quelque 30 % des voix au sein du PS. Tout serait donc à renégocier car là où ils sont majoritaires — et ailleurs — les Rocardiens ne sont pas prêts à faire de cadeaux au courant majoritaire Mitterrand-Mauroy-Poperen. Sans compter que les « majoritaires » se divisent eux-mêmes en « Jospiniens », « Fabiusiens » et bien d'autres nuances ou « sensibilités » qui échappent à notre perspicacité politique. L'atmosphère est donc tendue.

Même ceux qui se croyaient installés dans leur fief, rivés à leur siège depuis des décennies, se voient ébranlés : Defferre affronte un concurrent aux dents longues qui lui conteste sa place de parrain de la Fédération des Bouches-du-Rhône.

Eh non, rien n'est jamais acquis à l'homme...

Michelle VERDIER

De bonnes migraines en perspective pour Lionel Jospin...

Allez l'O.M. !

Comment parler du congrès du Parti Socialiste sans évoquer cette fiévreuse vie des fédérations qui sous-tend et muscle le débat idéologique !

Dans les Bouches-du-Rhône par exemple, la querelle qui oppose le vieux maître et maire de Marseille, Defferre, au secrétaire actuel de la fédération Michel Pezet n'a-t-elle pas été tranchée par la base au congrès fédéral de Fos, le dimanche 29 septembre ?

Et « tranchée » est le mot juste. Après les arguments frappants des chauffeurs de taxi de l'Union des petits propriétaires animée par le socialiste marseillais Ginardmghi, ou ceux des dockers employés par la coopérative portuaire de Charles Emile Loo, sont apparus tranchants de main de karatékas amis de Pezet. Trois députés, Sanmarco (principal concurrent de Pezet à la succession du vieux), Moetta et Masse ont été quelque peu bousculés. Oh rien de grave : juste une vérification un peu vive de mandat.

Pourtant les deux « dauphins » qui disputent à Gaston Defferre la succession sont du même courant majoritaire. Ils lui doivent même leur carrière : Sanmarco pour avoir été placé secrétaire général de la mairie, puis président de l'OPAC (Office public d'aménagement et construction) du département, et qui, suppléant de Defferre aux Législatives, lui doit aussi son siège au Palais Bourbon ; et Pezet, ancien avocat comme Defferre, qui lui doit en partie son ascension dans la fédération mais aussi la présidence de l'EPAREB, la puissante société d'économie mixte chargée de l'aménagement de l'Etang de Berre...

On est toujours trahi par les siens...

Editorial des bulletins d'entreprises du lundi 7 octobre

« La marine française, elle nous emm... »

Depuis quelques jours, les auditeurs de la radio nationale et les téléspectateurs vivent, bon gré mal gré, à l'heure de la marine de guerre. France-Inter, sans doute à l'intention de ceux qui ont un pompon entre les oreilles, a multiplié les émissions *« en direct d'un porte-avions de la marine nationale »*. Il n'est plus possible de regarder un journal télévisé sans que l'on nous y présente une interview d'un quelconque capitaine français de bateau-lavoir occupé depuis quelques semaines à jouer à cache-cache au fond du Pacifique avec l'un des bâtiments de Greenpeace.

Les journalistes n'ont plus d'yeux que pour la marine nationale, pour la « royale », suivant le surnom qu'affectionnent ses officiers, et que la presse se plaît à rappeler ; surnom qui en dit long aussi — soit dit en passant — sur les sentiments démocratiques de ces messieurs.

L'opinion est tenue au courant, heure par heure, des déplacements de « nos » navires, et de ceux de *Greenpeace,* au large de Mururoa, comme si allait se jouer là-bas une bataille dont dépendrait le sort de chacun des habitants de l'Hexagone.

A vrai dire, c'est peut-être là une bataille qui est à la portée de notre marine nationale. De Trafalgar au sabordage de la flotte de Toulon, elle n'a jamais beaucoup eu l'occasion de s'illustrer dans des conflits plus importants, et les seules victoires récentes qu'elle ait à son actif, elle les a remportées contre des marins-pêcheurs français au cap d'Antifer, et plus près de nous encore, contre des marins-pêcheurs espagnols. Alors, contre des écologistes non-violents, tous les espoirs lui sont permis.

Toutes ces images et ces commentaires guerriers, à cette occasion, ne seraient que ridicules, s'il n'y avait pas derrière tout cela des calculs politiques, qui ne sont pas du tout innocents.

D'abord, c'est une occasion de plus de pousser un cocorico. Et par ces temps de crise, on ne nous en épargne aucune. Alors que les riches s'enrichissent et que les pauvres s'appauvrissent, tous les prétextes sont bons pour essayer de nous convaincre que riches ou pauvres, tous les français ont les mêmes intérêts. Prost parvient-il enfin à décrocher le titre mondial après lequel il court (sur une voiture anglaise), ce qui lui permettra sans doute d'arrondir le compte bancaire qu'il a (comme lui-même) domicilié en Suisse, que tous les commentateurs s'empressent de nous expliquer que chaque Français devrait se sentir fier de ce succès, et que Mitterrand se fend de son message de félicitations.

Mais dans la vedette qui est actuellement donnée à la marine nationale, il y a plus que l'occasion de flatter le chauvinisme de certains. Il y a aussi toute une opération pour passer de la pommade aux militaires, de la part du gouvernement et de ceux des médias qu'il contrôle ou influence.

L'armée s'est paraît-il sentie mise en cause à l'occasion de l'affaire du *Rainbow Warrior.* Eh bien le gouvernement est prêt à tout pour essayer de consoler ses chefs, pour leur montrer qu'en dépit de la maladresse de leurs agents secrets, ils restent les petits chéris, sinon de l'opinion publique, du moins du président et du gouvernement. Mitterrand et Fabius ont remercié Hernu, mais l'espèce des gouvernants socialistes admirateurs des généraux n'a pas disparu avec celui-ci.

Depuis plus de quatre ans qu'ils sont au gouvernement, les Mitterrand et autres Fabius ont profondément déçu les millions de travailleurs qui espéraient que la victoire électorale de la gauche leur apporterait quelque chose. Nos gouvernants le savent, et ça ne les empêche pas de continuer à poursuivre exactement la même politique. Mais que les amiraux et les généraux aient l'air un peu triste, et ils ont droit à tous les égards.

Ça prouve de qui les Mitterrand et les Fabius se sentent solidaires. Et c'est une leçon de chose que tous les travailleurs devraient méditer.

Renault, la CGT et les travailleurs

Renault Billancourt occupée

Mardi 8 octobre, la direction de la Régie annonçait aux délégués syndicaux centraux les mesures suivantes :
— pas d'augmentation de salaire jusqu'à la fin de l'année (en 1985, il y a eu 1,5 % d'augmentation) ;
— une baisse de la prime trimestrielle de décembre passant de 369 F au coefficient 100 à 200 F. Cela représente une perte sèche de plus de 200 F pour un OS (coefficient 175) ;
— l'augmentation de l'allocation de fin d'année qui passe de 928 F à 957 F coefficient 100, soit un chiffre d'un montant inférieur à l'inflation pour 1985.

Ces mesures, connues dès mardi après-midi à Billancourt, ne provoquèrent pas la colère. Bien sûr nombreux étaient les mécontents... mais aussi se manifestaient ceux qui pensaient que *« cela aurait pu être pire »*. L'occupation de l'usine du Mans qui s'est sue le jour même, l'attitude combative sur le terrain de la CGT mercredi matin ont fait changer le climat.

D'abord, la CGT organisait simultanément trois rassemblements dans l'usine. L'un regroupait les ouvriers professionnels au département 70, un autre devait regrouper les OS des secteurs mécanique de Billancourt, les départements 14, 30 et 49. Dans l'Ile Seguin, un meeting était organisé sur l'esplanade. Au 14, un responsable CGT déclarait : *« Les mesures annoncées sont une véritable déclaration de guerre de la direction, les ouvriers doivent riposter comme ceux du Mans »*. Dans ce département, 100 travailleurs débrayaient et après avoir circulé aux départements 49 et 38, ils se retrouvaient à plus de 200 au carrefour Zola, point central de l'usine.

Là, affluaient plusieurs centaines d'ouvriers professionnels, l'ambiance était bon enfant. Les slogans *« Augmentez les salaires »* étaient faiblement repris, ceux d'*« occupation »* scandés par quelques ouvriers ne l'étaient pas non plus. Les militants CGT qui menaient la danse guidaient le cortège vers l'Ile Seguin où plusieurs centaines d'OS étaient réunis qui étaient bien loin de représenter la majorité des OS de l'Ile Seguin. Les trois rassemblements confluèrent donc dans l'Ile, ils étaient forts d'un millier de travailleurs.

Fournier, secrétaire de la CGT, demanda d'abord aux présents de se prononcer sur la grève pour la journée, de faire un tour dans l'Ile Seguin pour faire débrayer les chaînes et après, éventuellement, de décider l'occupation de l'usine. Un défilé eut lieu alors dans les chaînes. Lentement, les OS de l'Ile commencèrent à débrayer mais sans que cela ne devienne un raz-de-marée. Dans le même temps, quelques ouvriers des secteurs mécaniques revenaient dans leur secteur reprendre le travail.

Au rassemblement qui suivait pour faire le point de la situation, Fournier ne proposait pas l'occupation immédiate. Il proposait une consultation à faire dans l'ensemble de l'usine : *« Pour ou contre la grève illimitée avec occupation »*. Il était applaudi par 200 travailleurs environ. Là-dessus, la CFDT, par l'intermédiaire de son secrétaire affirmait *« soutenir la grève si elle était décidée »*. En fin de matinée, mercredi, la CGT faisait imprimer des bulletins de vote et ses militants, urnes à la main, faisaient voter les ouvriers, ceux qui avaient participé au débrayage du matin comme ceux qui étaient restés à leur poste de travail.

En fait dans l'Ile Seguin, sur les chaînes, le débrayage du matin était resté très minoritaire. La consultation organisée par la CGT a démarré en fin de matinée. Là, 150 travailleurs et délégués de la CGT installèrent des urnes à la sortie des chaînes de montage. Une chaîne fut ainsi plus ou moins paralysée. La consultation se poursuivit dans l'ensemble de l'Ile Seguin pour l'équipe du soir. Vers 16 heures, les résultats sur l'Ile furent annoncés par les délégués CGT : 76 % des 3 880 votants se prononçaient pour la grève illimitée avec occupation.

Immédiatement, alors que la majorité des ouvriers travaillaient, les cris *« Occupation »* jaillissaient de quelques dizaines de militants CGT qui avaient organisé le vote. La consultation s'est faite dans d'autres départements de l'usine.

Et jeudi matin, les travailleurs trouvaient les portes de l'usine fermées et c'est par tract qu'ils prirent connaissance du résultat global du vote. 6 031 votants, 4 391 pour la grève avec occupation, 1 631 contre la grève.

Jeudi donc, plusieurs milliers de personnes se retrouvaient à la prise du travail autour des diverses portes de Billancourt qui étaient fermées. Un meeting central de la CGT eut lieu dans l'usine. Pour y entrer les piquets de militants de la CGT ouvrirent les portes une heure après la prise habituelle du travail des équipes, et seuls ceux qui avaient la carte usine pouvaient entrer. Au meeting de 8 h 30, devant 3 000 personnes, Fournier s'appuyant sur le vote des ouvriers justifiait l'occupation d'usine en réclamant l'ouverture de négociations. L'orateur CGT-ETDA affirmait que les mensuels des bureaux pouvaient travailler mais qu'ils seraient consultés dans la journée sur la grève avec occupation.

Meeting à Renault - Le Mans.

A ce meeting, le climat était plutôt morne et les présents, aussi bien ceux qui étaient en grève que les autres, donnaient plus ou moins leur assentiment à cette grève dans les discussions individuelles. Finalement, aucune consigne n'était donnée aux participants au meeting et nombreux étaient ceux qui repartirent chez eux, entre autres, pour écouter les nouvelles à la radio. Dans les ateliers bloqués, quelques militants CGT participaient à l'occupation et ne cherchaient pas à y faire participer les ouvriers grévistes.

Aux portes jeudi matin

Jeudi matin, dès 6 h 15, les travailleurs de Billancourt s'amassaient devant les portes de l'usine. Pas prévenus de la fermeture, leur première réaction fut la surprise de trouver porte close. La plupart des portes — il y en a beaucoup à Billancourt — étaient muettes. Pas de militants CGT, pas de prises de parole , pas de tracts, pas d'explications, les portes étaient soudées de l'intérieur, les piquets étaient dedans.

Seule la porte Zola était quelque peu animée. Là, c'était la foule : plusieurs milliers de travailleurs attendaient, ouvriers, agents de maîtrise. Là non plus, personne ne rentrait mais les militants CGT annonçaient à la sono qu'à partir de 7 h 30 il serait possible de rentrer en présentant la carte de l'usine afin d'assister au meeting prévu à 8 h 30.

Ailleurs, sur les quais, là où rentrent les dizaines de cars amenant le personnel, les portes étaient soudées et renforcées par une rangée de containers sur trois hauteurs. Un peu partout, les discussions allaient bon train : *« Depuis le temps qu'ils nous prennent pour des cons, il fallait bien que ça pète ! »* ou encore *« Fermer les portes, ça, c'est bien, comme ça, personne ne rentre, personne ne travaille, pas de bâtards pour faire la grève pour les autres »*.

Dans l'ensemble, les réactions étaient plutôt de contentement. Une partie des travailleurs présents qui ne s'exprimaient pas trop, semblait un peu inquiète de la tournure des événements. Mais absolument personne ne manifestait le désir d'aller travailler.

Puis peu à peu, au fil de la matinée, les places, les rues, les abords de l'usine se vidèrent, les travailleurs rentrèrent chez eux en disant *« On verra bien demain »*.

Du côté des bureaux

Dans les bureaux, qui ne sont pas en grève, les militants CGT ont organisé un vote : 1° sur l'ouverture immédiate des négociations ; 2° sur un rassemblement de tous les employés, techniciens, agents de maîtrise, ingénieurs et cadres.

*En fin d'après-midi, jeudi, les résultats donnèrent sur plusieurs centaines de personnes une énorme majorité de **« oui »** à la première question et 30 % de **« oui »** à la deuxième. Plusieurs mensuels refusèrent de voter car la consultation n'avait rien à voir avec ce qui avait été prévu au meeting du matin. De son côté, la direction y compris dans les bureaux, faisait signer une feuille qui disait **« Je souhaite travailler »** et les agents de maîtrise précisaient que cela servirait pour être payé. Là aussi, une minorité refusa de signer ce papier par lequel la direction compte bien attaquer la CGT sur la « liberté du travail ».*

A Flins

A Renault-Flins, l'appareil de la CGT, et d'ailleurs l'appareil syndical en général, est notoirement plus faible que dans les autres usines du groupe. La campagne de mobilisation que la CGT a entreprise depuis plusieurs semaines ne s'est pas traduite de façon sensible à Flins.

Les pressions que la direction multiplie sur les travailleurs pour leur faire accepter les départs volontaires, l'aide au retour pour les immigrés, les mutations, l'accélération des cadences ou l'augmentation de la charge de travail, les licenciements de travailleurs à qui la Régie reproche d'être trop souvent malades, tout cela n'est pas sans provoquer l'exaspération et quelques réactions, au jour le jour, sur un certain nombre de problèmes particuliers.

La nouvelle que les usines du Mans, puis de Billancourt étaient occupées, a fait un peu changer le climat, a entraîné des discussions, de l'intérêt, de la sympathie à l'égard des travailleurs des autres usines, mais une sympathie qui est restée encore passive.

Le manque de pièces entraîné par la grève de l'usine du Mans s'est fait sentir rapidement à Flins. Dès le jeudi 10 octobre, le manque des trains-avant nécessaires au montage des voitures était déjà sensible, et un certain nombre de secteurs avaient leur production ralentie ou carrément arrêtée. Les travailleurs de ces secteurs commençaient à dire que, dans ces conditions, il devenait inutile de débrayer d'autant plus que le jour suivant, vendredi 11 octobre, avait été annoncé comme jour de chômage partiel et que, selon toute probabilité, lundi 14 octobre serait aussi chômé.

C'est dans ces conditions que, jeudi 10 octobre, CGT et CFDT ont appelé à un débrayage qui a été suivi par 250 travailleurs environ dans l'équipe du matin. Ils n'étaient qu'une centaine à l'équipe du soir. Il y a actuellement 14 700 travailleurs à Flins, soit environ 6 000 ouvriers de production par équipe si l'on tient compte des cadres, de la maîtrise, etc. Le nombre des travailleurs qui ont débrayé est donc faible et bien insuffisant pour que les travailleurs de Flins se considèrent comme en grève.

Le conflit se traduit surtout à Flins, à partir de vendredi 11 octobre, par la mise de l'usine en chômage, peut-être pour plusieurs jours, en fonction de ce qui se passera dans les autres usines.

Correspondant LO

EN BREF...

Oh ! Niçois qui mal y pense

Coup sur coup, *le Canard Enchaîné* et Michel Polac, à *Droit de Réponse,* ont administré à Médecin, le maire RPR de Nice, une potion bien amère : ils ont recueilli des propos et surtout des documents d'une de ses anciennes collaboratrices, Colette Pézénas.

Cette dame, qui reproche d'ailleurs au maire de Nice de ne pas lui avoir payé ce qu'il lui devait, l'accuse, pour se venger, d'avoir créé, pour faciliter certaines transactions financières aux USA, des sociétés douteuses, ainsi que de passer en fraude des bijoux, des tableaux et de l'argent. *Le Canard* cite un document des douanes américaines, plusieurs lettres de Médecin, etc.

Médecin plaide non coupable : les 11.000 dollars de bijoux qui lui ont valu la sollicitude des douanes américaines ? Il « *ignorait qu'un résident devait les déclarer* » ! Ses sociétés ? « *Elles n'ont pas gagné un centime* » ! Et d'ailleurs, c'est « *sans malice* » qu'il en est devenu président : quand son avocat lui a expliqué que c'était illégal parce qu'il n'était pas citoyen américain, il a fait machine arrière. Bref, Médecin se dit victime d'un chantage doublé d'une campagne de calomnies politiques préélectorale. Et il a annoncé son intention de porter plainte contre « *ses accusateurs* ».

Car selon lui, il vit modestement : toute son indemnité parlementaire, il la verse à son ex-épouse comme pension alimentaire ! Il ne lui reste que ses indemnités de maire et de président du conseil général qui, bien sûr, ne sont pas imposables. Et, comme il n'est plus tout jeune, « *il est normal,* dit-il, *que je veuille assurer ma retraite en investissant cet argent* ».

En un sens, pourtant, Médecin n'a pas entièrement tort : il vit (relativement) modestement. De même que Giscard avec ses diamants et Chaban avec son avoir fiscal. Médecin aurait passé et investi quelques millions de francs (nouveaux bien sûr) aux USA ? La belle affaire ! C'est une goutte d'eau — ou d'or — par rapport aux milliards qui s'en vont aux USA dans les spéculations du patronat français !

Sylvie MARÉCHAL

Le fonctionnaire nouveau va arriver

« *Ou redoute dans la fonction publique que se produise en cas d'alternance politique un retour de balancier* » écrit *Le Monde* du 10 octobre qui ajoute, à propos des hauts fonctionnaires. « *l'avenir se prépare déjà. Plusieurs participent aux travaux des clubs proches de l'opposition. D'autres fournissent plus discrètement études et informations. La plupart, enfin, se montrent plus aimables avec les éventuels futurs dirigeants. Les moins timorés rappellent qu'ils ont toujours servi l'Etat, qu'ils étaient en poste avant 1981 et qu'ils sont prêts à le demeurer après 1986* ».

En dépit de ces courbettes, il y a comme une menace « d'alternance » dans l'air. Chirac a été on ne peut plus explicite le 5 octobre. « *Les socialistes,* a-t-il déclaré, *ont nommé énormément de leurs copains dans la fonction publique. Certains sont bons, et il faudra les garder* ». Mais les autres, ils sont bons pour l'ANPE ?

En ce qui concerne les membres du PCF, il n'en trouve aucun de « bon », et il est sans pitié : « *Il faut exclure les communistes des postes de direction dans tous les domaines. (...) Il y a un grand danger à maintenir des communistes à des postes clés, car quand il s'agit d'obéir, ils se plient plus volontiers aux ordres de leur parti qu'à leur hiérarchie, c'est-à-dire à l'Etat* ». L'ennui, c'est qu'il y a très peu de communistes à de tels postes clés, et que leur départ ne créerait guère de places pour les chiraquiens.

Droits de l'Homme :

La bonne conscience de l'impérialisme français

Le rapport que vient de publier Amnesty International sur les violations des droits de l'Homme au cours de l'année 1984 est bien long...

A l'est comme à l'ouest, au nord comme au sud, l'emprisonnement, la torture et l'assassinat sont méthodes de gouvernement.

Il y a des Etats qui les pratiquent ouvertement, publiquement, presque en s'en revendiquant : l'Iran, qui reconnaît officiellement 661 exécutions capitales ; l'Afrique du Sud, qui en reconnaît 114 ; le Cambodge et le Vietnam, qui emprisonnent des milliers d'opposants sous couvert de rééducation — pour ne citer que ceux-là.

Il y a ensuite ceux qui s'en cachent, et font faire leur sale besogne par des commandos paramilitaires semi-légaux. C'est le cas de plusieurs pays d'Amérique latine.

Enfin, il y a ceux — qu'on ne trouve pas dans les pages du rapport d'Amnesty International — qui ne se salissent jamais les mains, et se contentent d'armer celles des dictateurs qui servent leurs intérêts dans certains pays du Tiers Monde.

C'est le cas de la France. Celle de Mitterrand qui joue volontiers les champions des droits de l'Homme quand il rencontre un Gorbatchev, mais se montre beaucoup moins bégueule quand il fait la tournée des popotes de ses « *fidèles amis* », dictateurs d'Afrique noire. A eux seuls, pourtant, les méfaits de l'impérialisme français, deuxième marchand de canons du monde, mériteraient bien un rapport entier !

Quant aux USA, qui n'ont rien à envier sur ce plan à la France, ils détiennent un autre record : celui des condamnés à mort. Avec 1 564 condamnations en 1984, même la justice sud-africaine prendrait un air libéral !

Triste sir

Scandale ! Juste à l'ouverture du congrès du parti conservateur, le *Daily Mirror* (quotidien plus ou moins lié aux travaillistes) ravive une blessure vieille de deux ans.

En octobre 1983, Cecil Parkinson, ministre conservateur dans le gouvernement Thatcher, membre du « cabinet de guerre » durant la guerre des Malouines, dut démissionner à la suite des révélations de sa secrétaire Sarah Keays. Parkinson, en effet, tout conservateur qu'il fut, entretenait avec sa secrétaire des relations qu'on pourrait qualifier d'extra-professionnelles, et qui conduisirent Sarah à devenir enceinte. Catastrophe ! Et la carrière de Cecil ? Affolé, Parkinson promit n'importe quoi, le mariage par exemple. C'était une nouvelle forme de la maladie de Parkinson. Mais Sarah, ayant jaugé l'homme, ne crut pas à la promesse du ministre. Cecil lui demanda alors de se faire avorter. Lui, un conservateur !

Finalement Sarah fit ses calculs, garda l'enfant, une petite fille, et commença à écrire le récit de ses aventures. Il faut bien vivre, n'est-ce pas ? Elle vient de cèder, pour la modique somme de 150.000 livres (1.500.000 F), les « bonnes feuilles » de son prochain livre au *Daily Mirror*, qui profite évidemment du congrès conservateur pour les publier.

Comme l'a peut-être assimilé Parkinson : my secretary is rich !

Crise de foi ? Prêtre ben qu'oui

« *Les volets du presbytère sont ouverts* », c'est le titre accrocheur d'une enquête sur la très particulière corporation des prêtres français. La terrible crise des vocations y a fait des ravages. De 59 000 en 1913, ils ne sont plus que 29 000 aujourd'hui, et ne seront pas plus de 16 000 en l'an 2.000. Deuxième Guerre mondiale, la guerre d'Algérie, Vatican II et mai 68. Ils en ont perdu la soutane et doivent vivre maintenant avec des « *doutes permanents* ». Il y a « *des gens qui en savent plus que moi,* dit l'un d'eux, *j'ai dû revoir mes connaissances* ». Un autre avoue : « *Nous sommes obligés de ne rien appliquer de ce qui nous a été enseigné, et parfois même de faire le contraire* ». C'est bien simple, l'un d'eux a l'impression qu'ils sont « *en train de devenir chrétiens* ». Une vraie crise !

S'il y a des iconoclastes pour déclarer : « *Je suis passé du respect a priori de l'ordre établi à la méfiance a priori de l'ordre établi* », et des branchés qui souhaitent être appelés par leur prénom, la corporation reste malgré tout assez coincée du col blanc, se sent proche des partis de droite, contre 2 % qui ont des affinités avec le PCF. De même, ils préfèrent encore qu'on les appelle « mon père » ou « monsieur l'abbé » que « Julot »...

Mais d'autres frondes sont dans l'air. Gagner sa vie audehors semble désormais normal. Certains pensent même que l'argent des messes est un « *racket* ». On conteste l'évêque avec qui « *on ne se comprendra pas* » ou le pape à qui on reproche ses discours moralisateurs sur le sexe, la famille.

Mais le pire, c'est que pour ne plus supporter « *la solitude* » qui fait manger « *une boîte de sardines seul un jour de Noël à midi* », les prêtres sont plutôt pour se débarrasser du « *cadeau Bonux* » (sic) du célibat. 29 % boiraient bien le calice du mariage jusqu'au lit. C'est la tempête sous la soutane !

Q'un sang impur abreuve nos microsillons...

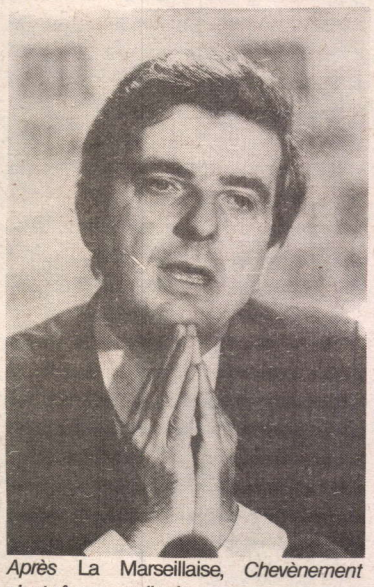
On sait que le ministre de l'Education nationale, Jean-Pierre Chevènement, a décidé de faire apprendre et chanter dans les écoles La Marseillaise *aux* « enfants de la patri-i-e ».

Evidemment, cela n'a pas soulevé l'enthousiasme chez les enseignants, de devoir vocaliser en persuadant de jeunes citoyens en culottes courtes qu'ils doivent s'exercer, sinon à chanter juste, du moins à entendre « dans nos campagnes, mugir de féroces soldats ».

Par contre, il en est un au moins qui ne peut pas s'empêcher de mugir quand il entend parler (un vieux réflexe, sans doute) « d'étendard sanglant », *c'est Le Pen. Ainsi, à en croire* le Canard Enchaîné *du 9 octobre, le sang de celui-ci n'aurait fait qu'un (45) tour et il s'apprêtait à lancer sur le marché des hit-parades un enregistrement de* La Marseillaise *chantée par Le Pen lui-même.*

On avait autrefois la version orchestrée par Berlioz. Puis on a eu la version Serge Gainsbourg. Voilà maintenant la version Le Pen !

Trois Marseillaise, *bonjour les dégâts !*


Après La Marseillaise, *Chevènement s'entraîne pour dire la messe.*

FO

Bergeron préfère « crier aujourd'hui plutôt que lutter demain »

Mais mieux vaut lutter aujourd'hui plutôt que gémir demain

Ils étaient des milliers à *« la fête de l'Amitié »*, la fête du syndicat FO qui s'est tenue samedi et dimanche 5 et 6 octobre sur la pelouse de Reuilly, où entre les expositions et les stands de spécialités culinaires ou de dégustation de vins, déambulait un public populaire. Après les chœurs de Nabucco, *Othello* de Verdi par les chœurs de France et l'orchestre Colonne, c'est devant un public attentif que Bergeron, sous un grand chapiteau, a fait son meeting qui s'est terminé au son de l'*Internationale*.

« Notre confédération se porte bien » a-t-il déclaré en ouverture et en conclusion de son discours au cours duquel il a abordé les problèmes actuels de syndicalisme. Après avoir renouvelé ses déclarations sur la volonté de maintenir FO en dehors de tout engagement lors des prochaines législatives, il s'est élevé contre ceux qui à cette occasion font campagne contre le mouvement syndical et a rappelé que FO combattra *« tous ceux qui mettraient en cause le monopole syndical sur le premier tour des élections de délégués du personnel et au comité d'entreprise »*. Préoccupation qui rejoint celles de toutes les centrales syndicales reconnues *« représentatives »*, qui ne veulent partager avec personne le privilège de disposer des facilités légales au travers desquelles elles assurent en grande partie leur existence dans les entreprises. Bergeron n'a pas oublié au passage de condamner *« les récentes initiatives de la CGT et du Parti Communiste »* qui *« donnent des arguments à ceux qui cherchent à réduire le mouvement syndical »*.

Bergeron, selon son habitude, demande aux patrons et au gouvernement de ne pas briser *« l'équilibre social »*, car selon lui *« l'expérience nous a en effet appris que les périodes de stagnation sociale — quand ce n'est pas de régression — sont toujours suivies de réactions qui, très vite, peuvent devenir incontrôlables. C'est pourquoi nous ne cessons d'alerter nos interlocuteurs gouvernementaux et patronaux sur la nécessité de préserver la politique contractuelle »*.

Il a renouvelé son opposition résolue à toute remise en cause du SMIC, à la remise en cause de ce *« qui demeure une des pierres angulaires de l'édifice de la protection sociale de notre pays »*. Comment ? Appelant les salariés *« à la vigilance »*, Bergeron dit : *« Il vaut mieux crier maintenant ce que je viens de dire, plutôt qu'être contraint de lutter demain pour rebâtir ce que l'on aurait détruit »*. Et pour lui il faut que patronat, gouvernement et partis politiques *« soient persuadés que les salariés ne se laisseraient pas faire ! »* Ah mais ! On en tremble encore dans les salons de la bourgeoisie...

Bergeron refuse également les *« flexibilités nouvelles »* et la suppression de l'autorisation administrative qui dit-il, dans un premier temps provoquerait une vague de suppressions d'emplois *« que certains ont estimées — en dehors du mouvement syndical — à 3 ou 4 000 »*.

Il a renouvelé son souhait d'aboutir à un accord en ce qui concerne l'assurance chômage pour que celle-ci ne tombe pas sous la coupe de l'Etat, et dénoncé les manipulations de chiffres concernant le trou de la Sécurité sociale dont les difficultés, selon lui, résultent principalement de la crise et du chômage.

Bergeron a ainsi dénoncé dans son discours un certain nombre des mauvais coups destinés aux travailleurs qui se discutent aujourd'hui ouvertement, et ce n'est pas nous qui le lui reprocherons. Mais Bergeron reste fidèle à lui-même, évidemment dans sa volonté de faire du syndicalisme un amortisseur de la lutte des classes, et dans son personnage le conciliateur dont le rôle est de *« sonner le tocsin »* pour éviter à la bourgeoisie les secousses sociales.

Louis Guilbert

(AFP)

Cocktail chiraquien

Chirac est persuadé que la droite va gagner les élections législatives de mars 1986. Mais ce dont il voudrait être sûr, c'est que le RPR les gagnera un peu plus que le reste de la droite.

Pour cela, il faut que Chirac se choisisse un « créneau » politique entre la droite économiste et prétentieuse — Barre — et la droite musclée, porte-parole de tous les préjugés — Le Pen. Pour les électeurs de droite, chacun a ses attraits et donc chacun menace le RPR. Alors, entre les deux, Chirac ne balance pas... il prend les deux. On essaie !

A droite, il y a ceux qui sont pour la peine de mort et ceux qui, comme Chirac, avaient voté l'abolition. Qu'à cela ne tienne, le programme du RPR se contente d'affirmer qu'on en finira avec la justice laxiste et, d'autre part, Messmer déposera un projet de loi visant à rétablir la peine de mort.

La bourgeoisie, grande et petite, veut que la classe ouvrière continue à payer la crise, mais une partie d'entre elle veut pour l'instant éviter l'affrontement avec les travailleurs. A ceux-ci Chirac promet *« des discussions entre partenaires sociaux pour moderniser la règlementation du travail »*. **Les autres auront entendu le RPR Tranchant** réclamer le droit de licencier librement. la réglementation du droit de grève, la baisse des allocations-chômage, l'attaque en règle contre les syndicats, etc.

Les préjugés racistes peuvent procurer des voix à Le Pen, mais toute la droite n'est pas raciste « *l'Islam n'est pas inassimilable à la culture française, un effort d'intégration doit être tenté pour les Beurs* », dit-il aux seconds. « *Contrôle aux frontières, expulsion des clandestins, des délinquants, droits sociaux réservés aux personnes en règle et aide familiale à vocation démographique aux seuls nationaux* », promet-il aux premiers.

Et de conclure sans rire : « *Contrairement aux insinuations malveillantes qui sont développées ici et là, il ne s'agira pas d'un catalogue de promesses soigneusement ciblées pour satisfaire toutes les catégories sociales à la fois* »...

Ça va sans dire...

Paul GALLOIS

CFDT

Edmond Maire au Figaro

Le nouveau syndicalisme est arrivé. Il a le goût du vieux

Dans une interview au *Figaro* du 7 octobre 1985, Edmond Maire définit ce qui est selon lui le rôle majeur que doit jouer le syndicalisme dans la « *modernisation* ».

Prétendant « *débarbouiller au gant de crin les analyses dépassées* », il nous propose « *une novation de la pensée syndicale concernant les relations employeurs-salariés dans l'entreprise* », dans le but de rattraper le retard des entreprises françaises *qui « est dû avant tout à un retard de l'organisation du travail et des qualifications des salariés »*. Cette novation, c'est la coexistence entre « *la logique du chef d'entreprise* » — « *légitime en ce qu'elle cherche un résultat financier suffisant pour assurer la survie et le développement de l'entreprise* » — et la « *logique des salariés* », « *celle de l'amélioration de l'intérêt du travail, de la qualité du travail, de la qualification, de la sécurité de l'emploi, de la condition salariale.* »

En somme une nouveauté qui a l'âge de la naissance du capitalisme et de la classe ouvrière, du bon vieux « *christianisme social* » qui prône les vertus de la collaboration des classes. Amen !

Mais Edmond Maire qui n'en prétend pas moins que « *nous avançons* », se situe par rapport à « *la démarche autogestionnaire* » — le précédent dada de la CFDT — en disant qu'il « *y manquait la reconnaissance de la fonction spécifique de gestion d'un capital* ». Pour lui le syndicat « *peut se faire pleinement porteur d'exigences ambitieuses pour la gestion du travail et susciter un nouvel équilibre, bien plus dynamique, dans le fonctionnement de l'entreprise* ».

Edmond Maire touchera probablement quelques lecteurs du *Figaro* quand il dit que : « *La modernisation, la création d'emplois passe par des entreprises plus dynamiques, plus vigoureuses, plus modernes avec des salariés plus qualifiés et plus contents de travailler, plus à l'aise dans leur travail et, pourquoi pas en même temps plus fiers de leur entreprise* ». Il défrisera d'autres lecteurs de droite en protestant contre la « *dérégulation* », la « *déréglementation* », « *toute une série de façons de faire proprement illégales, contraires à tous les textes, se développant ici ou là* », sans toutefois refuser systématiquement — « *si la loi est trop rigide* » — que les règles s'assouplissent et se diversifient.

La conclusion de l'interview du secrétaire de la CFDT, dans ces conditions, ne saurait étonner. Pour lui « *le rapport de forces aujourd'hui ne se crée pas d'abord par la grève* »...

... C'est probablement ce qui explique que le rapport de forces, aujourd'hui, à Renault ou à la SNCF, se crée davantage en faveur de la CGT que de la CFDT !

Le numéro 119 de la *Lutte de Classe* (octobre 1985) ayant pour titre :

PRÉPARATION DU VII^e CONGRÈS DE LA LCR

Une participation à la discussion sur la situation actuelle et les tâches des révolutionnaires

est paru.

Ce numéro est pour l'essentiel consacré à la discussion des projets de thèses politiques discutés par la LCR dans le cadre de la préparation de son congrès.

LES ELECTIONS AU PORTUGAL

A qui profite la défaite du Parti Socialiste ?

Les élections législatives portugaises du dimanche 6 octobre ont fait l'effet d'un coup de tonnerre dans un ciel serein : leur résultat serait tout à fait inattendu. Mais peut-être pas imprévisible ? Mario Soares et les dirigeants du Parti Socialiste, qui déclaraient s'attendre à remporter la victoire, subissent une véritable déroute, passant de 36,3 % à 20,8 % des voix.

Le Parti Social-Démocrate gagne quelques pour-cent, mais surtout le tout récent PRD, Parti Rénovateur Démocratique du général Eanes — le président de la République — obtient 18 % des voix.

LES RESULTATS	1983	1985
PS	36,3 %	20,8 %
PSD (Parti Social-Démocrate)	27 %	30 %
CDS (Centre Démocrate Socialiste)	12,4 %	9,8 %
PRD	—	18 %
APU (Alliance du Peuple Uni, dominée par le PC)	18,2 %	15,5 %

Voilà des années que le Portugal, durement touché par la crise, s'enfonce dans une situation de plus en plus dramatique. Le chômage augmente ; dans certaines entreprises, les ouvriers ne sont plus payés depuis des mois. Et, comme partout où ils se trouvent au pouvoir, les socialistes gèrent la crise et se font les exécutants de la politique d'austérité.

Depuis deux ans, le gouvernement dirigé par Mario Soares, le chef du PS, a donc appliqué une politique d'austérité particulièrement sévère. C'est probablement ce que les électeurs lui font payer aujourd'hui... Mais les sociaux-démocrates du PSD étaient alliés aux socialistes du PS au gouvernement jusqu'à ce qu'ils refusent d'endosser l'impopularité de la politique, et décident de rompre la coalition gouvernementale. Cette rupture fut à l'origine des élections anticipées qui viennent de se dérouler. Les résultats prouvent que la tactique électorale du PSD a été payante. S'il ne gagne que trois points, il n'en perd pas contrairement au PS, et devient le premier parti du pays. Son dirigeant, Cavaco Silva, va donc diriger le nouveau gouvernement à la place de Soares.

Pourtant, au total, les partis de droite traditionnels n'améliorent pas leur score. Ce que perd le CDS, le PSD le regagne.

Les partis de gauche, eux, cèdent nettement du terrain. L'Alliance du Peuple Uni, qui regroupe le Parti Communiste et le Mouvement Démocratique Portugais, recule de 2,7 % ce qui est assez sensible, et montre que, si l'électorat se détourne du Parti Socialiste (-16 %), ce n'est pas pour faire confiance au PC. Il n'y a évidemment aucune radicalisation à gauche.

C'est le parti nouveau venu, le PRD, qui est le grand bénéficiaire avec 18 % des voix. Son score montre qu'une partie des électeurs en ont assez des formations traditionnelles. Le PRD a mené campagne contre la corruption, pour le remplacement des administrateurs incompétents, mais aussi pour qu'on paye les ouvriers qui ne touchent plus leurs salaires depuis des mois, pour une politique de développement économique, etc.

(AFP)

Cavaco Silva, président du PSD devenu le premier parti du pays.

Le général Eanes, leader du PRD, en même temps que président de La République, n'est pourtant pas un homme nouveau. Cet ancien membre du Conseil de la Révolution, promu à la tête de l'Etat portugais après avoir maté la mutinerie de Tancos, avait été l'homme du retour à l'ordre. Mais il faut croire que neuf ans de combines et de manœuvres parlementaires ont suffi à une partie de l'électorat portugais pour apprécier jusqu'à la nausée les délices du parlementarisme. Eanes est tout à la fois, un ex du MFA et... son contraire ; celui qui, du point de vue de la bourgeoisie, a su limiter les abus. Le voilà donc aujourd'hui qui fait figure d'homme propre, homme d'ordre, homme à poigne au-dessus des partis, des magouilles. Et 18 % des électeurs ont donc fait confiance à ce langage démagogique.

Et bien entendu, le PCF d'Alvaro Cunhal trouve ce résultat « *bon pour la démocratie* ». Après s'être en 1974 complètement aligné sur le MFA, huit ans après, le PCP, que le PS rejette violemment, essaie à nouveau de se placer auprès d'un militaire.

Mais Eanes a d autres ambitions et d'autres recours. Pour l'heure, c'est le PSD qui va assurer le relais gouvernemental selon le jeu du parlementarisme. La bourgeoisie semble disposer aujourd'hui au Portugal d'un éventail de partis politiques assez important pour supporter les à-coups électoraux.

Mais si la crise s'approfondit encore, le Portugal risque de connaître bien d'autres situations. La démocratie portugaise est bien fragile, comme celle d'un pays pauvre à l'économie dépendante, où la bougeoisie n'aura peut-être pas longtemps les moyens de se payer le luxe du parlementarisme.

André VICTOR

ITALIE

Deux heures de grève contre le budget d'austérité

Mercredi 9 octobre, les syndicats italiens ont appelé à une grève générale de deux heures, grève dirigée contre le budget annoncé, pour 1986, par le gouvernement Craxi.

Ils ne pouvaient sans doute pas faire moins, car ledit budget comporte une pesante dose d'austérité. Il s'agit de réduire le déficit de l'Etat par le moyen d'une augmentation des taxes en tout genre et d'une réduction des dépenses sociales en matière de santé, de transports, d'aide aux collectivités locales notamment. Le budget comporte aussi des allégements fiscaux qui seront compensés par les augmentations des tarifs publics, des impôts locaux ou des différentes taxes.

Ce budget est comme une provocation pour les directions syndicales. Celles-ci avaient entériné, cet été, la remise en cause de l'échelle mobile des salaires par le patronat sous prétexte que les pertes de salaire seraient compensées par les allégements fiscaux promis par l'Etat. C'était un marché de dupes auquel se sont prêtées les directions syndicales. Et elles essaient maintenant de se dédouaner !

Nombre de travailleurs italiens, s'ils font le bilan aujourd'hui, mesurent la responsabilité que les directions syndicales portent dans les reculs qu'ils ont dû supporter ces dernières années, et particulièrement depuis l'arrivée du gouvernement Craxi.

A.F.

TUNISIE

Bourguiba fidèle à l'impérialisme... jusqu'à la mort

Après le raid israélien contre le siège de l'OLP à Tunis, raid qui a fait 73 morts dont 12 civils tunisiens, Bourguiba n'a certes pas marchandé son indignation dans ses déclarations publiques. Mais de là à laisser la population profiter de cette occasion pour manifester dans les rues, surtout contre l'impérialisme américain son allié, c'était une autre affaire, que Bourguiba a réglée d'un trait de plume en intimant à l'opposition l'ordre de renoncer à la manifestation qu'elle projetait.

Et pendant qu'on enterrait les morts à la sauvette, les diplomates tunisiens se démenaient auprès des USA pour obtenir qu'ils s'abstiennent à l'ONU au lieu de couler, en usant de leur droit de veto, la résolution tunisienne condamnant le raid israélien.

Finalement, les USA ont cédé aux suppliques de Bourguiba. Après tout, cela ne leur coûtait pas cher, après coup, de faire ce petit plaisir à un vassal fidèle, et utile — pour combien de temps encore ? — pour réprimer les émeutes de la faim ou les mouvements de la classe ouvrière.

Quant à Bourguiba, entre la sérénité et la veulerie, on se demande de quoi il va crever ?

SENEGAL

A propos de la répression contre une manifestation anti-Apartheid

Le 22 août dernier, cinq organisations d'opposition regroupées au sein de l'Alliance Démocratique Sénégalaise avaient appelé à une « marche contre l'Apartheid ». *Cette manifestation fut interdite, et même réprimée. A ce sujet,* Le Pouvoir aux Travailleurs, *mensuel trotskyste de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, publie un article dont voici des extraits :*

« Le jour de la manifestation, à peine les manifestants (50 selon les autorités, quelques milliers selon l'opposition) commençaient-ils à se regrouper devant la porte de la Médina que les forces de l'ordre se mirent à charger à coups de matraque et de grenades lacrymogènes. Plusieurs personnes furent arrêtées, dont Abdoulaye Wade ainsi que d'autres dirigeants de l'opposition. Certains d'entre eux ont passé quelques jours en prison.

La démocratie à la sauce Diouf a des limites (même si celui-ci ne rate pas une seule occasion pour se vanter d'être l'un de ceux qui en Afrique acceptent le multipartisme). Et ces limites ne vont pas loin, car une simple marche le dérange, alors que Diouf, depuis son accession à la tête de l'OUA, se veut le champion de la lutte contre l'Apartheid.

Au fond, ce qui dérange le gouvernement sénégalais, ce n'est pas la marche contre l'Apartheid mais la marche tout court. Il ne veut pas que les gens prennent l'habitude de manifester dans la rue car il y a tant de raisons de manifester au Sénégal, comme dans les autres pays africains, qu'une simple manifestation contre l'Apartheid peut très vite se transformer en une manifestation contre le gouvernement, qui mène la vie dure aux travailleurs en bloquant les salaires tout en laissant augmenter les prix des denrées alimentaires de base.

Le geste des partis d'opposition consistant à organiser une « marche » contre l'Apartheid n'est certes pas exempt de démagogie. Ils ont choisi ce terrain pour se faire mousser à bon compte, pour montrer aux autres qu'ils sont là, qu'ils existent, ce n'était nullement une manifestation de contestation de la politique de Diouf. Mais ce dernier n'a pas fait de cadeau à cette opposition « sage ». »

Flambée de colère à Londres :

Les jeunes ne se résignent pas

Handsworth, Toxteh, Brixton, Peckham et maintenant Tottenham. C'est dans ce dernier quartier ouvrier pauvre, voisin de Brixton à Londres, qu'a éclaté une nouvelle flambée de colère, le 6 octobre.

Une fois encore, comme les semaines précédentes, ce sont les violences de la police qui ont mis le feu aux poudres : une perquisition qui a « mal tourné » et qui s'est terminée par la mort d'une mère de famille d'origine jamaïcaine, frappée semble-t-il d'une crise cardiaque.

Aussitôt les jeunes de Broadwater Farm où elle habitait — une cité HLM de 2 500 habitants, dont une moitié d'immigrés — ont décidé au cours d'un meeting de faire payer à la police la mort de Cynthia Jarrett. Et, pendant dix heures, ils ont tenu la cité, face à un siège en règle mené par plus de 800 policiers, bombardant les assaillants de cocktails Molotov, de parpaings et de briques.

Il est possible que les manifestants aient été mieux organisés ou plus décidés que lors des émeutes précédentes, ces affrontements ont été en tout cas les plus violents depuis la vague de 1981 : ils ont fait 230 blessés dans les rangs de la police et un mort, tué d'un coup de machette.

Et pourtant, la cité de Broadwater Farm était citée en exemple pour les prétendues bonnes relations entre la population et les autorités. Depuis les émeutes de 1981, des représentants des diverses communautés de la cité participaient à un comité de liaison avec la police, destiné à faciliter les relations avec les forces de l'ordre et la lutte contre la petite criminalité.

Après les émeutes de 1981, en effet, toute la clique des hommes politiques s'était donné bonne conscience en mettant en place quantité d'organismes et d'associations du type de ceux de Broadwater Farm.

Puis, en 1984, une Association des Jeunes avait été créée dans la cité, dotée d'un local, pour combattre le désœuvrement des jeunes, pour la plupart au chômage. Du coup, de l'aveu même des autorités, les actes de vandalisme avaient diminué. Les actes de vandalisme, oui, mais pas les tracasseries policières. Et les jeunes de la cité, par le seul fait qu'ils étaient sans travail, étaient restés les cibles favorites de policiers oisifs qui allient le mépris des pauvres à un racisme ouvert.

Car, dans tous les Tottenham de Grande-Bretagne, la police est restée omniprésente, tracassière envers les jeunes et raciste envers les immigrés. Le chômage s'est aggravé. Les quartiers pauvres se sont appauvris.

Trois jours à peine avant l'émeute, à Tottenham la police avait bouclé la cité pendant plusieurs heures sous prétexte d'y chercher des téléviseurs volés. La veille encore, elle avait arrêté sans motif Floyd Jarrett, l'un des animateurs de l'Association des Jeunes, le propre fils de Cynthia Jarrett.

Alors quoi d'étonnant si les rancœurs se sont accumulées ? Et si cette Association des Jeunes, encouragée hier pour contenir la révolte et la misère, prend aujourd'hui la tête des émeutiers ?

Aujourd'hui, les commissions, les organismes, la « bonne entente », les bons sentiments, tout cela n'est plus de mise. Les politiciens sont tous d'accord. Pas question de mettre la police en cause. Elle fait le travail qu'on attend d'elle. Puisqu'on ne peut pas s'attaquer au chômage sans toucher aux profits de la bourgeoisie, il faudrait que les jeunes apprennent la résignation. De gré ou de force. La police est là pour cela. Et s'il le faut elle sera encore plus présente, et encore mieux armée, et même si cela doit signifier une multiplication prévisible des « bavures » de ces dernières semaines.

D'ailleurs, à la violence des jeunes qu'il dénonce avec tant d'indignation, le gouvernement Thatcher ne sait d'ores et déjà répondre que par l'escalade de la répression en ressortant l'arsenal qui a déjà fait ses preuves contre les populations pauvres des ghettos catholiques d'Irlande du Nord : dorénavant la police pourra faire usage de balles en plastique, ces fameuses balles « inoffensives » qui ont fait 15 victimes en Irlande depuis dix ans.

En être réduit là cinq ans après les émeutes de 1981 constitue déjà de la part du gouvernement Thatcher un aveu d'impuissance et d'échec. L'aveu qu'il est incapable de réduire le chômage et la misère des quartiers ouvriers, et incapable d'en étouffer la révolte. Une impuissance devenue si flagrante qu'au moment où s'ouvre le congrès annuel du Parti Conservateur, les sondages placent Thatcher loin derrière le leader travailliste.

Il reste que ce ne sont évidemment ni les sondages, ni un changement de personnel politique aux prochaines élections, qui mettront fin à l'oppression que vivent les cités ouvrières du pays. Mais, justement parce qu'ils ne se résignent pas, parce qu'ils ne reculent pas devant la violence du système, ce sont peut-être ces jeunes émeutiers qui y parviendront. S'ils savent trouver l'oreille et l'aide de leurs aînés, de leurs frères de classe, de toute la classe ouvrière.

François ROULEAU

RFA

Qui sont les assassins et les «casseurs»?

Certaines villes de République Fédérale Allemande ont connu une première semaine d'octobre plutôt agitée. Manifestations de plusieurs milliers de personnes à Francfort, Hambourg, Berlin, ou de centaines de personnes dans d'autres villes de moindre importance, et scènes d'émeute à Francfort où l'explosion de colère a pris naissance.

Les choses ont commencé dans un quartier de Francfort, un quartier ouvrier habité par 34 % d'émigrés, où le taux de chômage est important. C'est là que des « nationaux-démocrates » de Hesse, militants néo-nazis, avaient décidé de tenir une réunion électorale, tout près d'une école où, au même moment, se tenait une fête regroupant des sociaux-démocrates, des Verts, des communistes et autres militants de mouvements dits « alternatifs » ou associatifs.

Lorsque les premiers militants néo-nazis arrivèrent aux abords de la salle, escortés par des policiers, quelques centaines de personnes s'attroupèrent et manifestèrent aux cris de « *Nazis dehors* », « *Des policiers allemands protègent les fascistes* ». Quelques manifestants de gauche s'en prirent aux policiers : jets de pots de peinture et de boules puantes.

Un manifestant anti-nazi, Günter Sare, serrurier de 36 ans, directeur adjoint d'un centre de jeunesse du quartier et connu pour ses convictions d'extrême-gauche fut balayé et renversé par le jet puissant d'un de ces « canons à eau », mastodontes utilisés en RFA pour disperser les manifestants. Une fois à terre, il fut écrasé sous les roues du véhicule de vingt-six tonnes, Une demi-heure après, il mourait.

Dans un premier temps, la police avança la thèse d'un « *accident de circulation avec blessures mortelles* ». Mais les témoignages oculaires, autant que les résultats d'autopsie montrèrent que Günter Sare avait bel et bien été écrasé, et peut-être de façon intentionnelle. Si l'on en croit l'hebdomadaire allemand *Der Spiegel*, le conducteur du camion était un individu plus que douteux, ex-flic, repris de justice, entre autres pour activités de faux-monnayage, mais auquel la police avait malgré tout confié la conduite du fameux véhicule anti-émeutes. Et comme Günter Sare était un militant connu pour ses activités à caractère social dans le quartier, connu aussi pour avoir été de ceux qui manifestaient régulièrement, ces dernières années, avec d'autres Verts et écologistes, contre l'installation d'un aéroport à Francfort — manifestations qui furent l'occasion de nombreux affrontements avec la police —, sa mort ressemble singulièrement à un assassinat.

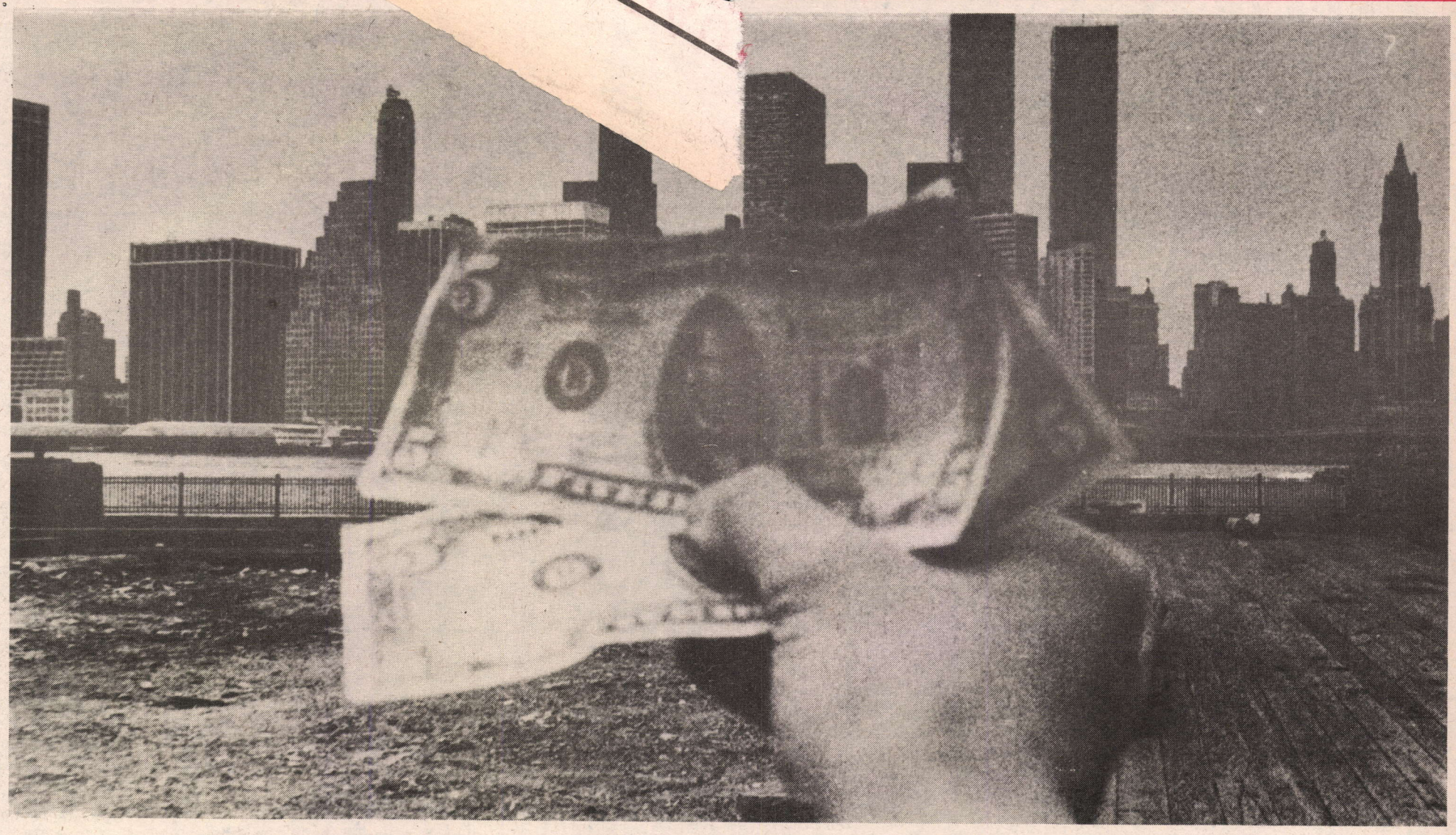
Cette mort a provoqué le déclenchement de quasi-émeutes dans le quartier de Francfort. Des voitures furent brûlées, des vitrines brisées, des magasins pillés. Et cela, plusieurs nuits de suite. Des journalistes qui assistèrent à l'explosion de colère disent avoir eu le sentiment d'être à Birmingham ou Brixton, comme ils en avaient vu les images à la télévision.

Evidemment, c'est la mort de Günter Sare qui a mis le feu aux poudres. Evidemment aussi, les manifestants ouest-allemands étaient surtout militants ou sympathisants de gauche ou d'extrême-gauche. Mais la presse ouest-allemande les a présentés comme des « *casseurs* », des « *anarchistes masqués* ». des « *provocateurs* »... et de monter en épingle leurs « *costumes noirs de combat* », leurs « *foulards devant le visage* ». Les quelque 250 personnes que la police de Francfort a appréhendées auraient été des « *vieilles connaissances* », toutes ou presque déjà repérées, fichées à l'occasion des multiples manifestations pour empêcher les travaux de construction du nouvel aéroport, en pleine zone urbaine.

Et, fait significatif, la presse réputée la moins réactionnaire ne semble pas avoir fait de cadeau, elle non plus, aux manifestants anti-racistes et anti-nazis ouest-allemands, à ceux qu'avait légitimement exaspérés la mort d'un des leurs. Le *Süddeutsche Zeitung* parlait de ceux qui se seraient « *enivrés* » de la mort de Günter Sare et se préparaient à se servir du moindre prétexte pour sortir leur arsenal de « *matraques, couteaux, cocktails Molotov* » et autres objets du genre. Le *Spiegel* du 7 octobre adoptait un ton aussi haineux à l'égard des manifestants.

Jusqu'à nouvel ordre, pourtant, ceux qui ont tué, dans cette belle démocratie ouest-allemande, ce sont les flics. Et d'une façon odieuse.

Michelle VERDIER



La baisse du dollar et la puissance commerciale américaine

Que le prix du gaz domestique diminue en France n'est déjà pas chose courante. Mais que cela soit annoncé comme une conséquence d'une baisse importante des cours du dollar, voilà qui est peu banal, surtout quand on apprend que cette baisse résulte non pas de mouvements spéculatifs mais d'une décision concertée des cinq pays les plus riches au monde.

A dire vrai, quatre d'entre eux (Allemagne fédérale, Japon, Grande-Bretagne et France) réclamaient depuis plusieurs années que des mesures soient prises pour freiner la hausse du dollar. La nouveauté tient donc surtout au fait que le cinquième — et plus riche — larron, les Etats-Unis, a donné son accord cette fois-ci.

L'accord était à peine rendu public (même si ses modalités restent en partie secrètes) que, le lundi 23 septembre, les différentes bourses mondiales enregistraient une baisse générale et notable du dollar. A Paris, les cours passaient en une journée de 8,80 F à 8,24 F et, depuis lors, semblent s'établir aux alentours de 8 F.

Que Reagan proclame dans un discours que le dollar est surévalué et doit baisser, lui qui avait rétorqué aux puissances occidentales à Versailles en 1982, puis à Williamsburg en 1983, que les problèmes financiers mondiaux ne tenaient qu'à la faiblesse des autres devises, constitue *« un événement ! D'autant que — dans un premier temps — le dollar a obéi »*, comme le constatait l'hebdomadaire *Le Point* du 30 septembre.

Un miracle, donc ! Pour une fois, les mécanismes financiers mondiaux semblent obéir à ceux qui prétendent diriger le monde ! Un miracle qui a quand même coûté cher aux banques centrales européennes et japonaise, puisque celles-ci ont dû vendre des milliards de dollars (huit, rien que pour l'Allemagne) afin que les cours baissent.

Maintenant, quant à tenter de prévoir si cette baisse sera durable, nul ne s'y hasarde, même parmi les cinq signataires de l'accord de New-York. Et il a d'ailleurs fallu, dans les premiers jours d'octobre, que les banques centrales, allemande et japonaise notamment, jettent de nouveaux milliards de dollars sur le marché pour éviter que la spéculation mondiale qui, après avoir joué sur le yen venait de se reporter sur le dollar, ne provoque une remontée spectaculaire de la monnaie américaine.

Une baisse sur fond de compétition commerciale

On pourrait penser, malgré tout, que l'accord de New York a quelques chances d'être suivi d'effets. Il conviendrait, nous dit-on, aussi bien aux Etats-Unis qu'aux autres puissances occidentales et même aux pays du Tiers Monde.

La baisse du dollar *« renforce la position compétitive de nos industries, de notre agriculture »*, a déclaré Reagan. Certes. Un dollar moins cher permettrait aux produits américains de se vendre mieux et réduirait le déficit commercial de ce pays. Une baisse du dollar accompagnée d'une diminution des taux d'intérêts aux USA épargnerait de voir des volumes considérables de capitaux traverser constamment l'Atlantique en une véritable hémorragie financière. La baisse de la monnaie américaine permettrait aussi aux pays du Tiers Monde, écrasés actuellement sous le poids d'une dette libellée en dollars, sinon de souffler, du moins de mieux pouvoir rembourser les banques occidentales qui les pillent...

Rien n'est moins sûr pourtant. Entre la fin février et la fin septembre 1985, le dollar était passé de 10,60 F à 8,60 F environ, baisse plus importante que celle de ces jours derniers, sans que les pays du Tiers Monde n'en soient soulagés, ni sans qu'en soit réduit le déficit commercial américain, par exemple. Au contraire, cette année, celui-ci devrait atteindre le chiffre record de 150 milliards de dollars.

Une « pompe » à capitaux

Le cours du dollar n'est pas la cause de cette situation : il se contente de la refléter. Et il reste peu probable que cette situation puisse s'inverser tant que le budget fédéral des Etats-Unis programmera, comme cette année, un déficit de 200 milliards de dollars. Ce budget, voulu par les gouvernants américains, leur permet de subventionner leurs propres capitalistes, de moderniser leur propre industrie pour faire face à la crise et à la concurrence internationale. Pour l'alimenter et pour combler le déficit budgétaire, les autorités américaines se tournent de plus en plus vers le marché des capitaux internationaux, mouvement d'une ampleur telle que le président du Fonds Monétaire International l'a décrit comme celui d'une *« pompe »* qui aspirerait l'épargne du monde entier vers les Etats-Unis. Les taux d'intérêts servis à ces capitaux, parce qu'ils sont bien supérieurs à ceux du reste du monde, garantissent que les capitaux en question resteront aux Etats-Unis, mais ces taux ont été aussi, au cours de ces dernières années, le plus sûr garant de la hausse du dollar par rapport aux autres monnaies.

L'économie mondiale est malade de la crise, et cela donne la fièvre au dollar depuis des années. Certains accords, comme celui de fin septembre à New-York, peuvent faire baisser — mais pour combien de temps ? — sinon la fièvre, du moins le dollar dans la mesure où les Etats les plus riches y trouvent leur compte. A commencer d'ailleurs par les Etats-Unis, qui aimeraient probablement conjuguer la modernisation de leur propre industrie, liée à un dollar fort, avec les avantages à l'exportation d'un dollar qui baisserait.

L'accord de New York et la baisse relative du dollar qui a suivi, voulus au premier chef par les Etats-Unis, ne régleront pas et n'aménageront même probablement pas les problèmes d'un Tiers Monde endetté et d'une Europe qui voit fuir ses capitaux. Et même, à supposer que les Etats-Unis décident un jour de réduire leur déficit budgétaire, ce qui pourrait produire une nouvelle baisse du dollar, cela n'améliorerait en rien la situation de l'économie mondiale. Tout au plus, verrait-on alors des marchandises « made in USA », devenues peu chères car produites par une industrie modernisée grâce aux capitaux spéculatifs du monde entier, s'imposer sur les marchés étrangers, ce qui ne ferait finalement qu'aggraver, sous une forme commerciale cette fois, la crise dans laquelle ne cesse de se débattre l'économie mondiale.

Pierre LAFFITTE

LA DETTE DES PAYS PAUVRES :

Une bombe sous les pieds de l'impérialisme

Une fois n'est pas coutume, la 29ème assemblée générale du Fonds Monétaire International n'a pas été seulement marquée par les habituels discours des financiers occidentaux sur les mesures d'austérité qu'ils veulent imposer aux pays pauvres. Le secrétaire d'Etat américain au Trésor s'est aussi adressé aux banquiers américains, européens et japonais réunis à l'hôtel Hilton de Séoul pour leur demander de prêter 20 milliards de dollars aux pays les plus endettés dans les trois années.

Ce n'est évidemment pas que la Maison-Blanche a subitement quitté le camp des banquiers de Wall Street pour passer dans celui des Etats d'Amérique latine. Mais les dirigeants américains s'inquiètent de la brutale interruption des crédits bancaires aux pays du Tiers Monde qui risque de tuer le malade par asphyxie alors que l'intérêt des banquiers est de le maintenir en vie pour pouvoir continuer à le saigner.

Entre 1974, début de la crise économique, et 1979, les banques ont placé des crédits dans tout le Tiers Monde comme des petits pains. Les banquiers se bousculaient pour prêter à tout va, inondant de dollars les moindres recoins d'Amérique latine et d'Afrique. Durant ces cinq années, les nouveaux prêts ont augmenté chaque année de 34 %. Soudain, devant les difficultés rencontrées par les pays pauvres pour simplement payer les intérêts de l'énorme dette ainsi accumulée, le mouvement s'inversa. De 1979 à 1983, le montant des nouveaux prêts a reculé de 4,5 % par an. A l'été 1982, le Mexique s'est trouvé en situation de quasi-faillite, les banquiers américains ayant carrément fermé le robinet. Depuis cette date, les grandes banques n'ont quasiment plus rien prêté aux pays pauvres.

L'argent public au secours des banquiers

Comme il n'était pas question de laisser le Mexique, le Brésil ou l'Argentine dans l'incapacité de payer les intérêts des banques, les Etats sont venus à la rescousse. Ce sont les budgets des Etats américain, anglais, français, allemand qui ont pris le relais des banquiers. Ainsi en 1982-83, lors du premier accord sur le rééchelonnement de la dette mexicaine, 19,7 milliards de dollars ont été accordés à ce pays. Le Fonds Monétaire International a fourni 4,5 milliards de dollars, les pouvoirs publics américains 2,9 et les autres gouvernements étrangers 1,2. Le reste, soit 11 milliards, est venu des 600 banques commerciales déjà engagées dans des prêts au Mexique. Mais les banques n'ont pratiquement pas apporté d'argent frais, car 10 milliards provenaient de la reconduction pure et simple de sommes déjà prêtées que le Mexique était incapable de rembourser à la date prévue. Quant au seul milliard réellement versé, il représentait seulement un an des intérêts dus par le Mexique à ces mêmes banques.

Autrement dit, le rééchelonnement de la dette des pays pauvres (toutes les opérations furent réalisées sur le même modèle) a consisté à verser de l'argent public américain ou européen pour payer les intérêts des banquiers tout en alourdissant encore un peu plus la charge future des pays pauvres.

Le secrétaire au Trésor américain a réclamé à Séoul que les banques fassent un petit effort. En contrepartie, les dirigeants des pays pauvres s'engageront à serrer davantage la ceinture à leurs peuples et ceux des pays riches à fournir de nouveaux crédits publics. Ces crédits supplémentaires seront accordés par le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale, qui prêtent le premier à court terme, le deuxième à long terme. Ces organismes n'ont pas cet argent, pour l'essentiel. Mais le projet présenté à Séoul prévoit que les pays riches autoriseront le FMI et la Banque Mondiale à distribuer des prêts dans leurs monnaies bien au-delà des sommes stockées par ces organismes. Cela signifie que cet argent, créé à partir de rien, va augmenter les masses déjà en circulation et donc entretenir l'inflation. Dans ce domaine-là comme dans bien d'autres, les Etats capitalistes tirent des traites sur l'avenir pour maintenir à flot leur système, c'est-à-dire, dans ce cas, empêcher la faillite des grandes banques dont les seuls prêts à un ou deux pays d'Amérique latine dépassent déjà le capital.

La menace d'un krach

Il suffirait qu'un seul des pays du Tiers Monde parmi les plus endettés refuse de rembourser ses dettes ou simplement annonce cette décision pour que le système monétaire impérialiste explose, pour que survienne le krach, l'effondrement général. En 1983, il avait suffi qu'une poignée de gros déposants suisses et japonais retirent quelques centaines de millions de dollars de la Continental Illinois, la 6e ou 7e plus grande banque américaine, pour qu'elle fasse faillite. Le Trésor américain avait été contraint de voler à son secours en lui apportant près de 10 milliards de dollars afin de stopper net le risque de panique. Or, ce sont des sommes cent fois supérieures à celles dont le retrait a causé la faillite de la Continental que doivent aujourd'hui une demi-douzaine de pays d'Amérique latine et autant d'autres d'Afrique et d'Asie.

Il suffirait que quelques gros déposants de comptes bancaires réfugiés en Suisse et dans divers paradis fiscaux apprennent que leur argent est fichu pour que ce soit la panique générale.

Les dirigeants du Tiers Monde tiennent aujourd'hui une bombe atomique entre leurs mains. De quoi faire exploser le cœur des métropoles impérialistes en jetant bas les banques et toute la finance mondiale. Mais les dirigeants du Tiers Monde ne le veulent pas. L'argent qu'ils tiennent en otage vaut toutes les armes mais ils ne veulent pas s'en servir. Car ces dirigeants ne veulent pas détruire l'impérialisme, ils veulent composer avec lui.

Une arme dont Castro ne veut pas se servir

L'été dernier, Castro a convoqué deux conférences sur l'endettement à La Havane. Il a brandi la grenade du refus de paiement de la dette. Mais il ne la fera pas exploser. Castro se contente de décrire ce qui se passerait si d'autres la dégoupillaient. Dans une interview

(AFP)

accordée au début de l'année à l'agence espagnole de presse EFE, dans laquelle il réclamait un moratoire de dix ou vingt ans de la dette latino-américaine, Castro expliquait : « *En ce qui concerne la dette du Tiers Monde, nous disons : comme les créanciers sont surtout des banques privées, il faudrait que les pays industrialisés prennent cette dette en charge vis-à-vis de ces banques privées de manière à éviter un krach financier* ». Et il ajoutait : « *Cette situation explosive ne peut s'arranger que si la dette est annulée d'une façon ou d'une autre par suite d'un accord entre les parties ou par décision des débiteurs* ».

En Amérique latine aujourd'hui, certains dirigeants tentent d'obtenir pour leur bourgeoisie des délais de paiement. D'autres, comme l'Argentin Alfonsin, ont accepté les exigences du Fonds Monétaire International en coupant le robinet des dépenses publiques, ce qui s'est traduit par une paralysie de la production et par des licenciements massifs. D'autres encore, comme les dirigeants brésiliens, essayent d'obtenir des conditions moins draconiennes qui ne ruineraient pas la bourgeoisie industrielle. Le nouveau président du Pérou, Alan Garcia, a proclamé que son pays ne payerait les intérêts de sa dette que jusqu'à concurrence de 10 % de la valeur de ses exportations, alors que les sommes dues annuellement dépassent la totalité de ces exportations. Mais la marge de manœuvre de ces dirigeants est limitée. Composer avec l'impérialisme signifie obtenir de nouveaux crédits et donc, pour ce faire ne pas effrayer leurs banquiers. Leurs discours servent d'abord à donner l'illusion à leurs peuples et aux pauvres qui vont devoir encore un peu plus payer la note qu'ils sont des représentants acceptables.

Un puissant sentiment unificateur

La crise actuelle, si elle n'est pas encore une crise révolutionnaire, est déjà une crise monétaire et économique sans issue. Les bourgeois qui ont placé leur argent aux quatre coins du monde ne pourront sans doute jamais le récupérer. Il est déjà reprêté. Il ne leur reste que des titres de propriété. Des bouts de papier trop nombreux pour que, même en se saignant aux quatre veines, les exploités des pays pauvres puissent produire assez de soja et de café, puissent extraire assez de cuivre et d'étain pour donner une valeur réelle à ces valeurs fictives.

Le refus de payer la dette pourrait être une arme redoutable pour des dirigeants populaires, vraiment décidés à renverser le système impérialiste, la haine envers les rapaces du Fonds Monétaire International, envers les banquiers affameurs, s'est allumée dans le cœur des pauvres du Rio Grande à la Terre de Feu. Des manifestations ont eu lieu à Saint-Domingue, à Panama, à Sao Paulo et à Buenos Aires. Cette révolte pourrait représenter un puissant sentiment unificateur de tous les opprimés du continent, et un sacré explosif. Mais il ne semble pas qu'il y ait en Amérique latine de tels dirigeants prêts à se servir de la dette comme d'une bombe incendiaire, pas encore du moins. Il y a seulement, et ce n'est pas la même chose, des dirigeants nationaux, plus ou moins radicaux, qui renâclent face à l'impérialisme mais renâclent seulement, alors que le problème, pour les pauvres, serait de ruer dans les brancards.

Pierre VERNANT

FLEXIBILITÉ DU TEMPS DE TRAVAIL

« Remettez-nous ça, patronne ! »

Malgré l'échec des négociations sur la flexibilité en décembre 1984, où le refus de la CGT avait entraîné celui des autres centrales syndicales, le gouvernement « socialiste » n'a pas perdu tout espoir, avant de passer la main à la droite, de faire plaisir aux patrons — petits et grands — en leur faisant cadeau d'une loi qui leur facilite la tâche en aménageant le temps de travail des salariés au mieux des profits capitalistes.

Ce n'est pas que dans les faits les employeurs se soient jusque-là beaucoup gênés pour contourner les lois du code du travail. Par le biais du travail intérimaire, des contrats provisoires ou à durée indéterminée, par le biais du chômage partiel, le rétablissement des équipes de nuit ou l'instauration des « VSD », la rentabilisation du capital est déjà largement facilitée. Mais le peu de réglementation qui reste — entre autres sur la durée hebdomadaire du travail, l'embauche ou les licenciements — les dérange encore trop.

En cette période préélectorale où la démagogie des Chirac ou des Le Pen appelle la surenchère, pour promettre à tout ce que la France compte de petits patrons (qui sont autant d'électeurs) des lendemains plus gais avec des ouvriers plus dociles parce que moins protégés — fût-ce par des textes de loi déjà largement piétinés — le gouvernement et la majorité actuelle ne veulent pas être de reste.

Alors, puisqu'il n'a pas été possible de modifier le code du travail et de changer d'un coup les réglementations pour tous les travailleurs, le gouvernement propose maintenant de le faire par branche d'industrie, par accord contractuel patronat-syndicats. Et il voudrait faire voter, dans la session parlementaire, une loi qui donne aux accords de branche automatiquement force de loi... Si toutefois ils vont dans le sens de mesures recommandées comportant entre autres l'annualisation de la durée du travail, la modulation des horaires, la récupération des heures supplémentaires, la généralisation des équipes spéciales de fin de semaine (VSD ou autres).

Comme il n'est pas forcément nécessaire que tous les syndicats aient signé un accord de branche pour qu'il soit validé et appliqué, et comme certains syndicats cherchent désespérément « du grain à moudre » et brûlent du désir de signer quelque chose pour justifier leur existence, gouvernement et patrons pourraient par ce nouveau subterfuge faire entrer par la fenêtre une législation qui n'avait pas réussi jusque-là à passer par la porte.

Olivier BELIN

Législation ou pas, les patrons ont déjà leurs combines

« *Alors que, au sommet, les partenaires sociaux n'en finissent plus de négocier la flexibilité, sur le terrain, elle s'installe. En douceur. Sans que le mot soit toujours prononcé. Dans le cadre strict du code du travail ou, au contraire, en marge des textes* », notait *Le Nouvel Economiste* du 7 juin 1985. Et sans aucun doute, entreprise après entreprise, et souvent pression après pression, en cette période où le patronat se sent des ailes, la « *flexibilité du travail* » se répand.

Une étude de l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail (sic !) constatait par ailleurs que « *l'aménagement des horaires de travail peut être un investissement rentable* ». Comme en témoignent les faits suivants.

Dans ses établissements textiles près de Toulouse, le patron Rouleau, avec des horaires individualisés, se vante au *Nouvel Economiste* d'avoir fait chuter l'absentéisme de 18 à 5 %. A Kronenbourg avec une réduction des horaires à 35 h par semaine avec travail posté et possibilité pour la direction de demander aux ouvriers de venir le samedi, augmentation de la production de 15 %. Chez Phildar, les horaires flexibles ont permis un gain sur les stocks de 20 %. A BSN Emballages, la réduction à 33,6 heures par semaine pour les postes en continu et la création de la 5e équipe ont permis des gains de productivité de 7 %.

De même, *La Vie Ouvrière* du 29 juillet notait qu'à Thomson EFCIS à Grenoble, chez Lang en Alsace, dans les cuirs et peaux, des tentatives similaires ont été faites. Et dans les travaux publics, un accord vient d'être signé entre le patronat et la CFDT, FO, la CGC et la CFTC, prévoyant entre autres que la semaine de travail pourrait être de 4 à 6 jours, la durée hebdomadaire du travail variant de 32 à 45 h. Enfin, Matra a décidé, dans ses deux usines de Matra Communication à Douarnenez et Pont-de-Buis, de mettre une équipe supplémentaire et d'incorporer des femmes dans les équipes de nuit. C'est interdit par le code du travail qui ne prévoit aucune dérogation possible. Mais Matra l'a fait quand même, et la direction départementale du travail l'y a autorisée, après coup...

Nelly Meyer

Encore une histoire d'amour entre le gouvernement et le patronat

Ça commençait comme une histoire d'amour... Un peu longue, d'accord : 171 pages, sans les annexes. Mais il faut oser ! Et Taddéi, le député PS spécialiste gouvernemental ès-aménagement du temps de travail, s'en est chargé. Il a donc raconté à la presse l'histoire de Gaëlle et Loïc. Gaëlle et Loïc travaillaient dans la même usine à Saint-Brieuc, 39 heures par semaine. Le patron de cette usine moderne proposa aux salariés de faire deux équipes de 32 h, une le matin, une le soir. Gaëlle et Loïc acceptèrent. Et ils se rencontrèrent ! Gaëlle et Loïc firent deux enfants. Il changèrent d'équipe, l'un le matin, l'autre le soir, pour les garder ! Les enfants grandirent, Gaëlle et Loïc eurent envie de se retrouver. Pas de problèmes. Ils reprirent la même équipe ! Mais Gaëlle, femme libérée, en eut assez de cette vie de couple. Elle reprit l'équipe du soir et sa liberté. Vive la flexibilité... CQFD ! Détail supplémentaire apporté par Taddéi : pour que d'aussi belles histoires puissent se répéter, il faudrait juste des négociations, branche par branche, entreprise par entreprise, voire atelier par atelier. Pas modifier le code du travail, non ! Juste publier un décret d'application de l'ordonnance de 1982 qui rendrait plus facile le travail par roulement. Et modifier aussi cette ordonnance pour mettre en place les « VSD », le travail du vendredi, samedi, dimanche.

Dernier détail enfin : le lendemain de cette conférence de presse, on apprenait que 15 milliards allaient être distribués pour 1986 aux sociétés qui s'engageraient à négocier le temps de travail. Taddéi sait que les sentiments patronaux ont leur prix. Et à ce prix-là, l'idylle entre le gouvernement et le patronat peut durer.

N.M.

LA FLEXIBILITÉ EN EUROPE

Pour souligner les avantages qu'ont déjà, en matière d'assouplissement de la législation sur la durée du travail, les patrons européens, le journal Usine nouvelle *du 3 octobre dernier vante les divers exemples qui font rêver les patrons français.*

*Le journal patronal l'*Usine Nouvelle *consacre son dossier à la flexibilité en Europe. Si les patrons français préfèrent exporter leur camelote et concurrencer les voisins, il y a au moins un domaine, celui des assouplissements à la législation du travail, où ils aimeraient importer.* L'Usine Nouvelle *dresse un tableau de ce qui pourrait faire rêver les patrons français.*

Sur le plan du temps de travail proprement dit, Usine Nouvelle *cite la Grande-Bretagne où, outre le développement du système du temps de travail annuel, les patrons ont de plus en plus recours aux heures supplémentaires : à l'entreprise May and Baker, filiale du groupe français Rhône-Poulenc,* « dans certains ateliers, les heures supplémentaires représentent près du tiers des heures travaillées dans l'année » ; *le directeur de cette entreprise estime que* « nos employés préfèrent ce système, qui augmente leur revenu, à des embauches ». *Plus les revenus continueront à baisser en Grande-Bretagne, plus les patrons trouveront de volontaires, évidemment ! Il y a d'autre part l'instauration de contrats de temps partiel annuel signés pour un certain nombre d'heures dans l'année qu'on fait quand le patron en a besoin. Le système permet de remplacer, à bas coût, les heures supplémentaires.*

En Belgique, depuis le 22 janvier 1985, l'annualisation des heures de travail est possible, l'horaire pouvant fluctuer de 5 heures en plus ou en moins de l'horaire hebdomadaire normal. Et le ministre du Travail accorde des dérogations supplémentaires à une législation déjà bien souple, notamment sur le travail du week-end et la durée des postes. Ainsi, Philips « a pu mettre en place des équipes de maintenance de week-end avec des postes de 12 heures », *et l'entreprise envisage* « de demander une dérogation à l'interdiction du travail de nuit des femmes ».

En Allemagne fédérale, le passage à la semaine de 38 h 30, s'est parfois fait par l'institution de jours de congé supplémentaires, décidés par le patron aux périodes de creux de production ; bref, le chômage technique remplace la réduction d'horaire.

*Mais ce ne sont pas les seules choses qu'*Usine Nouvelle *voudrait que l'on prenne pour modèle en France : c'est aussi l'assouplissement des procédures de licenciement, comme en Angleterre où, depuis 1979, lorsque* « l'employeur ne peut raisonnablement respecter les délais de consultation » *prévus par la loi avant tout licenciement collectif,* « il est seulement tenu de faire tout ce qui peut être raisonnablement attendu de lui ». *Autant dire qu'il n'est tenu à rien.*

La réglementation des contrats temporaires est plus libre en Allemagne, par exemple, où une entreprise peut désormais embaucher des salariés pour une durée déterminée allant jusqu'à 18 mois (contre 6 mois auparavant) « sans même avoir à justifier du motif ». *Et même les petites entreprises nouvellement créées peuvent embaucher sur contrat temporaire pouvant aller jusqu'à 24 mois. Le développement du* « temps partiel » *(on devrait dire des* « chômeurs partiels ») *serait aussi une bonne affaire : alors que le coût du travail à temps partiel est légèrement plus élevé (2 à 5 %), l'entreprise* « BASF, en Allemagne, constate que, en contrepartie, l'intensité du travail et la meilleure motivation » *(à savoir le plus grand danger de se voir licencié évidemment)* « rendent ce personnel plus productif ». *D'autre part, à l'usine de vidéo cassettes d'Ettenheim, en RFA, le remplacement de deux équipes de 40 heures par semaine par trois équipes de 31 heures 50 par semaine a permis* « une augmentation du 20 % de la durée d'utilisation des équipements ».

dans les entreprises

TREFILERIES DE FOURCHAMBAULT
(Nièvre)

Pour les salaires, grève avec occupation

Depuis le 1er octobre, nous sommes en grève. Toute la production est arrêtée. A 40, nous bloquons jour et nuit les portes de l'usine. Dans l'usine nous sommes 80 (patron et chefs compris). Nous sommes une majorité de travailleurs immigrés : Turcs, Marocains, Portugais.

Nous sommes en grève pour les salaires. Nous demandons 32 F de l'heure alors que certains camarades sont payés 23,04 F, ce qui est moins que le SMIC. Nous sommes en grève car nous refusons aussi de supporter les conditions de travail inhumaines de l'entreprise : des courroies qui tournent à 1 500 tours minute sans protection ; à la Roncerie le bruit monstre de 6 machines pour un seul ouvrier, les projections de zinc à l'atelier de Galvanisation et le travail pendant six à neuf semaines sans un seul jour de repos pour certains camarades.

La grève avait été préparée par des réunions les semaines précédentes où nous nous étions retrouvés à une vingtaine. Un syndicat CGT s'est créé au début de la grève et nous sommes soutenus par l'Union locale.

Le mercredi 2 octobre, le patron a reçu une délégation et s'est contenté de déclarer devant l'inspecteur du travail : « *La loi, je n'en ai rien à faire. Si je la respectais, il y a longtemps que j'aurais fermé la boutique* ». Et il refusait de négocier tant que nous n'aurions pas ouvert les portes.

Un huissier, appelé par le patron, venait constater la fermeture des portes et le lendemain, 27 camarades étaient convoqués devant le tribunal des référés pour entrave à la liberté du travail.

Nous étions condamnés à « restituer le libre accès de l'usine » et le président du tribunal nous expliquait que nos salaires et nos conditions de travail ne l'intéressaient pas. Mais le jugement n'a pas modifié notre détermination et nous sommes décidés à tenir bon même en cas d'intervention des CRS.

Pendant la grève, nous nous sommes adressés à d'autres camarades dans les usines alentour et à la population le dimanche matin sur le marché. Quelques non-grévistes nous ont rejoints depuis le début de la grève. Nous avons fait une exposition-photos pour montrer nos conditions de travail.

La grève a déjà été pour nous l'occasion de discuter et de mieux nous connaître. Le patron se croyait le maître mais maintenant, il nous demande la permission pour entrer dans son usine et quatre camarades l'accompagnent.

Tout le monde est convaincu que cette grève est la seule façon d'obtenir satisfaction.

Correspondant LO

☐ BENDIX - BEAUVAIS

Débrayage contre les licenciements

A l'usine de Beauvais de Bendix-France (ex-DBA), en plus du chômage technique — douze jours en moyenne par travailleur en octobre par exemple —, un plan de licenciements et de suppressions d'emplois est en cours depuis dix mois.

L'usine qui comptait près de 2 500 personnes en 1976 en a à peine plus de mille aujourd'hui. Prétextant les difficultés du marché automobile, Bendix qui est le deuxième équipementier automobile français et le premier constructeur européen de systèmes de freinage avait décidé fin 1984 de supprimer neuf emplois par mois à Beauvais. Ce chiffre devait être atteint par des départs volontaires, des départs en préretraite, des retours au pays, etc., et si c'était insuffisant, par des licenciements purs et simples.

Effectivement très vite il n'y eut plus de volontaires pour partir. Bendix a alors utilisé toutes sortes de pressions pour faire partir les travailleurs. Mais petit à petit la direction a rencontré des résistances. Depuis septembre, un groupe de licenciables — ils apprennent la suppression de leur poste deux ou trois mois à l'avance — protestent contre leur licenciement.

Ils ont distribué des tracts et discuté avec leurs camarades de travail. La direction a alors essayé de les intimider. Elle les a fait suivre par les chefs dans l'usine pour les empêcher de discuter avec les autres travailleurs. Elle leur a même envoyé une lettre leur conseillant de « *ne pas suivre ceux qui cherchent à déstabiliser l'usine* », en ajoutant que ces travailleurs feraient mieux d'occuper leur temps libre à se chercher un stage de formation ! Les licenciés ont fait une réponse collective aux leçons de morale hypocrites de la direction.

Et jeudi 3 octobre, pour la première fois depuis le commencement des licenciements, les licenciés et la CFDT ont appelé à un débrayage. Celui-ci avait été annoncé le matin même et la direction avait fait dire par tous les contremaîtres et chefs d'atelier que ceux qui débrayeraient seraient sur la prochaine liste de licenciés. Ça n'a pas empêché 80 travailleuses et travailleurs de l'équipe du matin et de la journée (sur environ 350) de cesser le travail et de partir manifester à la Direction départementale de la main-d'œuvre (DDMO), après avoir défilé dans les rues de Beauvais. Là, rejoints par des travailleurs de l'autre équipe, ils ont investi les locaux administratifs, à la suite de quoi le directeur de la DDMO s'est engagé à revoir le dossier, bien que celui-ci ait auparavant accordé à Bendix des autorisations de licenciements.

Il faut dire que non seulement Bendix continue à faire d'importants bénéfices, mais le groupe vient de se permettre de racheter la part de Renault dans Renix pour la somme de 67 millions de francs, payés comptant, soit le salaire annuel d'un millier d'ouvriers !

Correspondant LO

☐ CFEC — GENNEVILLIERS

Contre les bas salaires et les mauvaises conditions de travail USINE OCCUPEE !

Les travailleurs de la CFEC, qui produit les batteries de voitures STECO, sont en grève avec occupation depuis jeudi 3 octobre. 90 % des travailleurs de la production, soit 140 travailleurs, font la grève.

La principale revendication est : 300 F pour tous les salaires inférieurs à 6 000 F et : à travail égal, salaire égal. En effet non seulement les salaires sont bas — un travailleur au bout de 25 ans peut gagner moins de 5 000 F par mois — mais en plus il y a une multitude de taux de base pour des travaux identiques. Ainsi les équipes se trouvent avoir un salaire de base inférieur à la normale !

Il y a aussi les conditions de travail : la fabrication des batteries se fait dans les vapeurs d'acide et la poussière de plomb, dont les effets nocifs sont bien connus. Il y a des contrôles, mais les résultats des prises de sang ne sont pas communiqués au personnel ! Les travailleurs savent qu'ils ont pour la plupart des taux élevés. Certains, hospitalisés, atteignaient 120 mg de plomb par litre de sang, contre 25 mg normalement.

Le travail se fait à la chaîne. Des dizaines de milliers de batteries sortent chaque mois. Récemment, la direction, qui semble avoir beaucoup de commandes, a cherché, avec l'aide de la maîtrise, à augmenter encore les cadences. Il n'y avait pas moyen de s'arrêter 5 minutes, car il n'y a même pas de remplaçant sur chaînes. Certains membres de la maîtrise sont allés jusqu'à faire suivre les gens aux toilettes. Ces méthodes ont été à l'origine d'un premier débrayage.

Le soir même, dans la nuit du 2 au 3 octobre, le patron faisait enlever précipitamment des gabarits de batterie, pour les transférer dans l'autre usine du groupe, à Outarville, près d'Orléans, qui fait les mêmes fabrications. Les travailleurs ont répondu par la grève avec occupation. Les grilles sont fermées, et gardées jour et nuit par les travailleurs. La grève est soutenue par la CFDT depuis le début, rejointe par la CGT depuis le mercredi 9 octobre.

Les travailleurs de la CFEC sont déterminés. Car ils en ont assez de travailler dans des conditions insalubres et assez des payes minables.

H = f (t)

Certains chefs qui arrivent de Meudon ont de sérieuses difficultés d'adaptation. Ils n'ont pas assimilé ce qu'est l'horaire variable et ils veulent qu'on leur donne notre emploi du temps une semaine à l'avance.

Ils ont du mal à comprendre qu'un horaire variable est un horaire qui a la possibilité de varier. Cette notion de variation potentielle est difficile, mais qu'ils ne se découragent pas et qu'ils n'hésitent pas à poser des questions. Nous sommes tout prêts à leur expliquer.

Extrait du bulletin* Lutte Ouvrière *de Thomson-Bagneux.

☐ RATP

Fin de la grève sur la ligne huit

Depuis le mardi 8 octobre, la grève d'une heure par service est suspendue sur la ligne huit, Balard-Créteil. Ce mouvement a été déclenché le 5 septembre après que la direction a annoncé la suppression de cinq équipes. Depuis le début, le mouvement était resté limité à la ligne bien que les revendications posées par les grévistes concernaient tous les travailleurs du réseau, puisque la direction mène patout une politique de restriction du personnel. La proposition avait été faite aux conducteurs de Balard de s'adresser aux autres travailleurs du réseau, mais cette proposition avait alors été rejetée.

Le 18 septembre, la direction était en partie revenue sur ses projets en redonnant deux équipes. Mais depuis elle attendait la fin de la grève, essayant de jouer sur les revendications différentes qui sont apparues entre les agents des terminus. Ceux des Juillottes et de Créteil revendiquaient la suppression des services en deux fois, alors qu'à Balard le problème était surtout de récupérer les équipes supprimées pour améliorer les services, donc les conditions de travail.

Le lundi 7 octobre, la direction proposa de nouveaux tableaux sans aucun service en deux fois aux Juillottes et à Créteil, tous les services en deux fois restants étant transférés à Balard. La grève s'est alors arrêtée.

Pour un certain nombre de conducteurs de Balard surtout, cette grève n'est pas un succès. D'autres par contre sont assez satisfaits du mouvement, d'abord parce qu'il a permis de faire reculer la direction sur la suppression de deux équipes, mais aussi parce qu'il a montré ce qu'elle risquait à l'avenir si elle entendait moderniser en supprimant du personnel.

Correspondant LO

ECHOS DE LA NAVALE

dans les entreprises

Licenciements à Dubigeon-Nantes et surexploitation aux Chantiers de Saint-Nazaire

Lundi 7 octobre, les travailleurs de Dubigeon ont laissé éclater leur colère. La réunion tripartite qui avait eu lieu vendredi 4 octobre n'avait fait que confirmer les licenciements prévus par l'Alsthom et le gouvernement.

Cela s'est traduit par un blocage des principaux carrefours de la ville avec des pneus enflammés, accrochage avec les CRS puis retour aux chantiers. Les patrons qui étaient là ont dû quitter les lieux devant l'insistance des travailleurs et se réfugier dans un hôtel nantais.

C'est alors qu'une partie des travailleurs présents ont saccagé les bureaux de la direction, passant dossiers et machines par les fenêtres.

Cette affaire, si elle n'a pas trop traumatisé les travailleurs de Dubigeon, a tout de même donné lieu à une polémique entre les deux principaux syndicats. La CFDT, majoritaire, a trouvé légitime la colère des travailleurs, mais la CGT de l'entreprise a condamné ces actions, déclarations qui ont été reprises par la presse et FR3.

Mais c'est finalement les 200 à 300 travailleurs venus à l'embauche le mardi matin malgré la fermeture des chantiers, décidée par la direction suite au saccage, qui ont amené les deux syndicats à cesser leur querelle et à appeler à une action mercredi.

500 travailleurs ont répondu au mot d'ordre de débrayage de l'intersyndicale, débrayage suivi d'une manifestation en ville pour bloquer un des ponts de la Loire en brûlant des pneus. L'après-midi, le travail reprenait sans autre perspective pour l'instant.

Au départ, avec le plan Langagne, l'effectif de Dubigeon devait passer de 1130 personnes à 900 par le biais des départs à 53 ans et des départs volontaires en congés conversion. Mais cela n'a pas suffi à l'appétit des patrons, et l'effectif passerait en fait de 1130 à 550 salariés. Le gouvernement est totalement solidaire de l'Alsthom, à qui d'ailleurs il verse sans compter des aides et subventions en veux-tu, en voilà depuis des années sans jamais exiger aucune garantie d'emploi pour les travailleurs. Le seul résultat a été de voir Alsthom augmenter ses bénéfices de 10 % l'année dernière.

La déception et la colère sont donc grandes parmi les travailleurs de Dubigeon. Un ouvrier révolté lance : « *Quand on pense que Mauroy en personne est venu nous dire à Dubigeon qu'il n'y aurait aucun licenciement !* ».

A Dubigeon, ils ont l'impression d'avoir été laissés pour compte quand deux commandes aux Chantiers de Saint-Nazaire, dont le fameux super-paquebot, ont été annoncées coup sur coup.

Pourtant, à la Navale de Saint-Nazaire, les travailleurs sont loin de crier victoire ! La commande du paquebot de luxe ne supprime pour l'instant ni le chômage partiel, ni la menace des licenciements. Le directeur, patron de Saint-Nazaire et de Nantes, a par ailleurs déclaré à l'annonce de la commande qu'il fallait « *cracher dans ses mains* » pour tenir les délais. Et en ce moment, il mijote un plan d'aménagement d'horaires digne du début du siècle : heures supplémentaires, rallonge de la journée de travail d'une heure pour laisser un vendredi sur deux de libre et permettre à des équipes de prendre la relève en travaillant 11 heures par jour, vendredi, samedi et dimanche. De plus, les patrons veulent supprimer un demi-jour de maladie et un jour de congé légal pour ceux « *qui choisiraient* » de travailler en « VSD ».

A la Mécanique, ils ne sont pas mieux lotis. On vient de leur annoncer 17 jours de chômage d'ici la fin de l'année et 80 suppressions d'emplois. Mais malgré cela, les patrons tiennent à ce que la production sorte dans les délais quand même. Alors, cyniquement, au dernier CE, ils annoncent qu'ils feront tourner des équipes de chômage par rotation pour « *partager équitablement la pénurie entre tous* ».

Jusqu'à maintenant, chaque chantier est resté isolé. Aucun lien entre ce qui se fait à Nantes et à Saint-Nazaire. Et visiblement, c'est une volonté de la part des organisations syndicales. Aucune information n'a été faite sur ce qui se passe à Dubigeon depuis plusieurs semaines, et vice versa. Pourtant c'est le même patron, ce sont les mêmes problèmes. Les patrons bien sûr, avec la complicité du gouvernement, et pour gagner du temps, jouent chantier contre chantier. Malheureusement, les trois principales organisations syndicales acceptent ce jeu.

La CFDT de Dubigeon à Nantes, par exemple, déclarait hier dans la presse : « *A Dubigeon, nous ne sommes pas plus cher, mais moins cher que Saint-Nazaire* », et elle demande une étude publique et objective des coûts des deux chantiers.

La CFDT de Saint-Nazaire, à la Navale, elle, se plie à la volonté des patrons pour accepter la flexibilité en précisant... pas plus de 10 heures par jour... quand même.

Quant à la CGT, si elle se prononce contre les heures supplémentaires dans un tract à Saint-Nazaire, elle demande par ailleurs au patron « *une prime si le paquebot est terminé dans les délais* ».

Quant à FO, pour faire bonne mesure, elle a sorti un tract qui précise bien qu'elle n'est pas contre « *les horaires anormaux* » pourvu qu'ils ne dépassent pas 8 h 48 par jour.

Oui, les travailleurs sont attaqués de toutes parts. Ceux qui se trouvent tout de suite menacés par les licenciements, comme à Dubigeon, comme ceux des chantiers de Penhoët à Saint-Nazaire qui ont encore du travail mais qu'on veut corvéables à merci avant peut-être de les jeter aussi un peu plus tard à la rue.

Correspondant LO

La reprise aux Chantiers Navals de La Ciotat

Au début de la cinquième semaine de grève, la direction a proposé de donner les congés conversion à des volontaires ; mais s'il manquait des volontaires dans certains secteurs, elle les désignerait d'office. Les jeunes apprentis seraient embauchés... en fonction des possibilités et des départs à la retraite ; quant à la note sur les bons de douche, son application serait reportée à la fin du travail en cours sur le bateau *le Jarmada* actuellement en réparation.

Lundi, à la réunion qui regroupait environ 150 syndiqués, la CGT expliquait qu'on n'obtiendrait rien de plus du gouvernement sur les congés conversion mais qu'il fallait continuer à se battre pour les revendications chantiers, en particulier pour les bons de douche. Un petit nombre de syndiqués, ne voyant pas ce qu'il y avait à y gagner, étaient pour la reprise. Une quarantaine d'ouvriers ont applaudi les déclarations du secrétaire. Celui-ci a expliqué que, de toute façon, il proposerait la continuation en assemblée générale. C'est donc ce qui fut dit à l'assemblée générale, à laquelle sont venues 800 personnes, la CGT parlant au nom de l'intersyndicale. Le secrétaire de la CGT dit que l'intersyndicale avait décidé de continuer la grève. Il y a eu des sifflements des non-grévistes, des applaudissements de militants CGT. La tension montait. La CFDT, devant les mouvements divers et l'hésitation des ouvriers, demanda à ceux qui étaient pour la continuation de la grève de lever la main : deux cents mains se levèrent environ... en fait, le reste de l'assistance était partagé : un groupe était franchement constitué de non-grévistes. Un autre groupe était du côté des grévistes, mais ne s'est pas manifesté en levant la main. La continuation de la grève était de toute façon décidée, mais nul ne sait très bien pour quel objectif. Mardi, la CGT organisait une action surprise : 250 ouvriers sont allés au Conseil régional de Marseille. Et dans la soirée de mardi, on apprenait que les syndicats acceptaient un protocole prévoyant principalement l'annulation de la mesure concernant la restriction des bons de douche, la mise en route des congés conversion en priorité au volontariat et l'embauche des apprentis jusqu'à la fin de la réparation du *Jarmada*.

Mardi à 23 heures, le secrétaire du syndicat est arrivé au piquet, en faisant beaucoup de bruit, par rapport au petit plus qui avait été obtenu : la circulaire sur les bons de douche avait été supprimée, en plus de ce qui avait été obtenu lundi. A partir de 23 heures, les sirènes du chantier ont sonné à plusieurs reprises et plus de deux cents personnes se sont rassemblées et ont manifesté dans la ville. A l'annonce de la fin de la grève, tout le monde était content de reprendre la tête haute après cinq semaines.

Correspondant LO

200 pour cent

Depuis jeudi, les travailleurs des Chantiers ont reçu à leur adresse personnelle une enveloppe envoyée par un « Comité pour la liberté », *qui leur demande de voter pour ou contre l'ouverture des portes des Chantiers. Qui, en dehors de la direction des Chantiers, possède le nom et l'adresse de tout le personnel ? C'est un huissier, maître Arthur, qui a fait le dépouillement. Interrogé, maître Arthur a dit que seul le dépouillement était sous sa responsabilité, mais pas l'envoi ni la réception des lettres. Ce qui expliquerait, d'après la CGT que, sur un millier de réponses reçues, il y en aurait 2000 « pour » l'ouverture des portes. Du 200 % en somme. Ce serait donc un vote à faire rêver plus d'un dictateur !*

□ CITROËN-AULNAY

Départs forcés et embauches simultanées

(AFP)

En septembre 1984, la direction de l'usine Citröen d'Aulnay avait licencié 838 travailleurs. Le début de l'année 1985 s'était traduit par 12 jours de chômage technique payés à 60 %. En juin, le P-DG de l'usine, Calvet, annonçait un nouveau sureffectif de 300 ouvriers, le lancement d'un plan de mutations inter-usines et la relance des pré-retraites et des aides au retour pour les immigrés.

En fait de sureffectif, il était pourtant impossible, juste avant les vacances, d'avoir quelques jours de congé supplémentaires, impossible de décaler ses vacances ! De plus, des pressions sévères étaient exercées sur les OS pour qu'ils rentrent le jour exact de la reprise du travail : sinon, menace était faite de leur faire sauter leur prime de rentrée de 525 F.

L'annonce à l'avance d'un sureffectif de 300 personnes pour 1986 représentait surtout un chantage pour faire avaler une augmentation des cadences et pour justifier auprès du gouvernement les demandes de pré-retraites et d'aides au retour.

A la rentrée, en septembre, il n'était effectivement plus question de chômage technique. Au contraire, la direction a imposé trois samedis de travail supplémentaire pour tout le monde et une heure par jour pour des « volontaires ». Et cela en augmentant les cadences : 205 voitures au lieu de 195 dans un endroit, 195 au lieu de 175 dans un autre.

On pourrait être étonné de ce besoin de voitures en automne, période traditionnellement creuse. Il ne s'explique pas par une reprise des ventes mais par la création d'un stock de voitures. En effet, la direction compte arrêter une partie de l'usine en janvier 1986 pour installer une nouvelle chaîne en vue de la fabrication du dernier-né des modèles de la maison.

La direction fait donc faire des jours et des heures supplémentaires pour imposer à nouveau du chômage technique en janvier, au moins 15 jours, tour à tour pour les ouvriers.

Il n'est donc pour l'instant plus question de sureffectifs. Bien au contraire, 150 intérimaires sont embauchés et 100 travailleurs des autres usines Citroën ont été envoyés en renfort à Aulnay.

La direction annonce même en catimini son intention d'embaucher en fixe.

Ce serait évidemment l'occasion de réembaucher les 838 travailleurs licenciés en septembre 1984 avec l'aide des CRS envoyés par le gouvernement. Mais pour éviter que ces travailleurs aient priorité à l'embauche, Citroën a embauché des intérimaires à un coefficient supérieur à 175, alors que les licenciés avaient eux, tous un coefficient inférieur. C'est bien sûr pour faire toujours le même travail sur chaîne. Mais Citroën n'a visiblement pas envie de se retrouver face à des travailleurs qu'elle a licenciés il y a un an.

Malgré son intention d'embaucher en fixe, la direction a signé le 10 septembre une nouvelle convention ONI pour inciter au départ les immigrés dans le cadre de l'aide au retour. Citroën veut embaucher des travailleurs qui soient jeunes, sortant des écoles avec des diplômes, qu'elle paiera au SMIC. Ils iront travailler sur les chaînes plus modernes avec des robots, mis en place pour la sortie du dernier modèle.

Il y a quelques années, l'entreprise n'hésitait pas à faire venir, parfois de très loin, une main-d'œuvre qui devait accepter des travaux durs et des bas salaires. Maintenant, avec trois millions de chômeurs, elle espère trouver sur place des jeunes plus qualifiés qui accepteraient d'aller travailler sur chaîne. C'est finalement toujours la même politique : payer le travail au rabais.

La firme avait choisi en 1984 une méthode expéditive pour se débarrasser des ouvriers, celle du licenciement massif. Mais elle était tombée sur un os. L'usine avait été occupée une semaine en mai 1984 et elle avait dû s'y prendre à plusieurs fois pour arriver à ses fins, n'hésitant pas, ce faisant, à désorganiser pour plusieurs mois sa production.

Cette fois, elle s'y prend autrement et joue sur les départs individuels. Citroën se méfie des travailleurs. Elle se souvient que ceux qui fabriquent ses voitures, s'ils acceptent aujourd'hui des conditions plus dures de travail, sont les mêmes qu'elle a eu, en face d'elle pendant deux ans.

Correspondant LO

□ RENAULT-FLINS

Aux Presses, trois accidents graves en deux jours

Le département 65 à Flins, ce sont les grosses presses. 186 très exactement, et un secteur juste à côté, très lié aux Presses, qui assemble les différentes tôles qui constituent les portes, hayons et capots.

Des investissements importants ont été réalisés ces dernières années pour moderniser les automatismes entre les presses. Il s'ensuit une diminution énorme des effectifs, et la direction affiche clairement ses objectifs : faire tourner à fond les presses qui ont été automatisées pour arrêter puis ferrailler les autres, qui sont « *dépassées* », afin de faire de la place pour, dans quelques années, amener de nouvelles machines génération XXI[e] siècle. Mais comme le dit le chef de département, « *il faut d'abord prouver que nous sommes capables de tirer le maximum de nos chaînes automatisées et que notre atelier devienne compétitif par rapport à nos concurrents* ». Ah, concurrence ! Combien a-t-on tué et estropié d'ouvriers en ton nom ?

Mardi dernier, un électricien a reçu sur lui un gros tapis roulant qui s'est abaissé d'un seul coup parce qu'un tuyau du lavage hydraulique avait lâché. Touché à l'épaule et au pied, il est à l'hôpital où il a été opéré des tendons du pied. Le matériel en question, tout neuf, a été mis en marche sans sécurité et sans aucun contrôle.

Le lendemain, vers 9 h, les gars des découpes se mettaient à courir dans tous les sens. Arrivaient les blouses blanches, les pompiers, les mécaniciens, qui attaquaient le démontage de la tête de la machine, etc. On sait tous ce que ça veut dire : il y avait un copain dans la machine.

Aux Presses, on reçoit des rouleaux de tôle de dix à quinze tonnes et, avant l'emboutissage, la tôle est déroulée, lavée puis découpée en formes. Les opérations de découpe, ce sont de grandes machines de 30 mètres de long et plus qui les font. Des cylindres d'acier déroulent la bobine pour passer la tôle sous l'outil : c'est là que le camarade s'est fait prendre un bras dans les rouleaux.

Les mécaniciens ont mis une demi-heure pour démonter et soulever le dessus de la machine pendant que les médecins s'occupaient du travailleur coincé dedans.

Dans ces cas-là, évidemment, ça s'arrête dans l'atelier et chacun a envie de savoir : qui c'est ? Quoi ? Comment ? C'est normal. Quand on a su que le camarade s'était coincé parce que le chef d'atelier avait commandé d'enlever une marque sur les rouleaux (opération qu'on sait dangereuse et qui d'habitude est faite par du personnel plus spécialisé), alors on s'est dit que ce jeune chef d'atelier qui vient de nous arriver n'était pas seulement un importun mais aussi un individu dangereux.

A peine quelques heures après cet accident, les pompiers étaient à nouveau dans l'atelier ! Aux Portes, un électro-mécanicien avait le bras pris dans un transfert d'assemblage. A ce poste 20 ou 30 fois par jour, ça coince parce que le transfert ne pose pas la pièce au bon endroit. Alors, il faut entrer dans le transfert et pousser la pièce à la main, et ça repart ! A ce jeu-là, forcément, c'est l'accident un jour ou l'autre.

On accuse alors l'incompétence des cadres. Ça fait un an et demi que cet appareil est en service : ça n'a jamais marché comme il faut. Du côté patronal, il est envisagé de le mettre à la ferraille. Mais pour nous ouvriers, ça se traduit par de l'excitation en permanence et deux très graves accidents en un an. Il y a sept mois, un camarade a eu les deux jambes brisées dans le transfert.

Cette insécurité, à laquelle s'ajoutent les mesquineries pour nous faire travailler davantage, ça fait beaucoup. Et ça pourrait bientôt être trop.

Correspondant LO

Hôpitaux

La grève des manipulateurs radio

☐ HOSPICES CIVILS DE LYON

13ème semaine de grève

Lundi dernier 7 octobre, les radios entamant leur 13ème semaine de grève se sont retrouvés l'après-midi à la direction générale des HCL dans le but d'obtenir l'étalement des retenues de grève et la non-application par les HCL de la circulaire ministérielle remettant en cause les 15 jours de congés compensateurs. La délégation se composait d'un responsable de chaque organisation syndicale et de 8 personnes de la coordination. Il avait été convenu en assemblée générale qu'aucune décision ne serait prise par la délégation sans en référer aux grévistes. Un délégué descendait informer les grévistes et donnait le compte-rendu de la discussion. Très rapidement la direction générale cédait sur l'étalement des retenues de grève. Soit deux jours par mois pour les grèves de septembre et octobre, ce qui ne s'était jamais vu jusqu'alors, en plein milieu d'une grève. Pour les radios, c'était une première victoire. Après une suspension de séance, la direction générale reculait l'application de la circulaire d'un an. La preuve était faite pour les radios que la grève payait, ce qui fut un encouragement pour tout le monde. Il n'a fallu qu'une demi-heure à la direction générale pour confirmer ses engagements par écrit.

Ce recul a permis de se retrouver très nombreux, le mardi 8, à la manifestation régionale organisée dans le cadre de la journée nationale de grève du 8 octobre. 13 villes de la région étaient présentes dans une manifestation de 350 personnes, scandant : *« Non, le risque zéro n'existe pas », « Oui aux congés rayons », « Assez d'austérité, des crédits pour la santé ».* L'arrivée devant la préfecture s'est faite en chantant : *« Kervasdoué t'es foutu, les radios sont dans la rue. Georgina, t'es dans l'caca, les congés on les aura ».* A l'issue de la manifestation les grévistes se sont retrouvés en assemblée générale à la bourse du travail où Lyon a essayé d'entraîner les autres villes à poursuivre la grève. Les radios de Lyon sont convaincus que la seule solution pour faire reculer le ministère est d'étendre la grève à la région et aux autres villes du pays. Ce qu'ils essaient de faire depuis plus de 3 semaines

Après la journée nationale du 8 octobre, il s'avère que seuls Rennes, Rouen, Tours, Nantes restent dans l'action et quelques hôpitaux de la couronne parisienne sont partis en grève reconductible. Le bilan de l'entrevue au ministère n'a rien donné. Il s'agit maintenant de savoir quelle sera la suite du mouvement à Lyon. La possibilité de faire céder le ministère, avec un petit nombre de centres hospitaliers en grève, apparaît bien mince. Aussi la coordination de Lyon a-t-elle décidé de recontacter tous les hôpitaux de France pour savoir où ils en sont.

☐ ROUEN

Après une pause cet été, le mouvement des manipulateurs radio à Rouen a repris lundi 7 octobre, sous forme d'une grève reconductible toutes les 24 heures. Les nouvelles de Lyon et de la région Rhône-Alpes (où certains hôpitaux étaient en grève depuis quinze jours déjà) ont pesé dans la décision de faire grève à Rouen.

Un comité d'une vingtaine de membres, soutenu par la CGT et la CFDT et élu par les grévistes, dirige le mouvement. Ses propositions sont soumises aux grévistes. Et bien des initiatives sont prises « à chaud » par les grévistes, en assemblée.

La grève est suivie de façon variable selon les services, mais est en moyenne suivie à 70 %. Sur les 147 personnes concernées par la suppression des congés-rayons, entre 50 et 60 sont mobilisées en permanence et participent à toutes les actions. Lundi, les grévistes ont défilé dans les rues de Rouen en distribuant un tract au public. Mardi, de concert avec les grévistes du Havre, ils ont occupé le péage du Pont de Tancarville, laissant passer les usagers gratuitement. La grève a été reconduite pour une troisième journée.

Correspondant LO

☐ CHR DE BESANCON

Trois jours de grève : la direction recule

A Besançon, suite à notre première grève au mois d'avril, la direction avait déjà reculé. Le Conseil d'administration avait décidé de nous maintenir notre semaine de congés en 1985.

Profitant de la mobilisation de nos camarades de Lyon et sur proposition de notre Comité, nous avons arrêté le travail mercredi 25 septembre. Grève largement suivie puisque nous étions 46 grévistes sur un effectif de 70 manipulateurs et personnel de radiologie.

La direction, voulant semer le doute, a diffusé dans les services une note précisant que notre motif de grève était injustifié car elle ne toucherait pas à notre semaine de congés tant que les principaux hôpitaux du pays observeraient des congés plus importants qu'à Besançon. Pour nous c'était une surprise ! Jusqu'à présent, le seul document que nous avions sur le sujet c'était les délibérations du Conseil d'administration qui disaient ne pas toucher aux congés-rayons pour 1985.

Nous sommes allés à 20 faire une visite surprise chez le directeur pour lui demander quelques explications. Ce dernier nous a raconté qu'il faisait ses notes de service de mémoire et que cette dernière lui avait joué un tour. Nous avons préféré avoir un document signé du directeur-général qui, lui, n'avait peut-être pas la mémoire qui flanche. Le directeur nous a mis le problème entre les mains : s'il ne touche pas à cet acquis, nous arrêtons la grève. Nous avons refusé de répondre tant que nous n'avions pas un document officiel et signé.

En attendant que le directeur nous remette ce papier, nous en avons profité pour faire une conférence de presse, pour distribuer des tracts à l'hôpital et surtout pour discuter entre nous. Nous sommes également allés voir le député PS de la circonscription qui, lui, s'est excusé ; car son problème, c'est les paysans, les eaux et forêts, mais notre statut, il n'y connait rien ; et puis nous ne représentons pas un groupe de pression à ses yeux...

La note de service nous assurant que la direction renonçait à toucher à nos congés tant que d'autres hôpitaux en avaient de plus longs est arrivée vendredi. L'assemblée générale a estimé que, vu le degré peu important de la mobilisation nationale, il était illusoire d'espérer abroger la circulaire gouvernementale pour l'instant. Dans ce contexte, la concession de l'hôpital de Besançon est apparue à la grande majorité des présents comme le maximum de ce que nous pouvions obtenir actuellement. Nous avons donc décidé de reprendre le travail pour le lundi 30 septembre.

Mais nous serons de nouveau en lutte le 8 octobre, journée d'action nationale des personnels de radio.

Correspondant LO

☐ DASSAULT (Saint-Cloud — Hauts de Seine)

Après le nationalisme, voici le temps du patriotisme d'entreprise

La future navette spatiale Hermès excite bien des appétits chez les industriels car c'est de près de dix années de subventions et de subsides divers que les constructeurs vont hériter des mannes de l'Etat. On imagine donc la gourmandise de Dassault d'un côté, de la SNIAS de l'autre, afin de savoir qui remportera le gros lot.

C'est à une commission gouvernementale, composée d'experts (?) de répondre. On s'attend d'ailleurs à une décision de partage plus ou moins égal afin d'étancher la soif de profit des deux entreprises.

Mais si les directions des deux grandes firmes ne se disputent pas le butin publiquement, préférant le calme discret des couloirs des ministères, les syndicats, eux, ont choisi leur camp avec tambours et trompettes.

Ainsi, à Dassault Saint-Cloud, c'est la section CGT qui dans un premier temps commentait les tractations et présentait les choses de telle façon que l'on pouvait penser que pour elle la maîtrise du projet devait revenir à Dassault. Hélas, la section CFDT révélait un peu plus tard que la confédération CGT avait choisi pour sa part d'attribuer une préférence à la SNIAS ; et elle accusait la CGT de ne pas défendre les intérêts des travailleurs... de Dassault.

Contre-attaque du côté de la CGT de l'usine : elle désapprouve la prise de position confédérale. La section de Saint-Cloud, tiraillée entre les perspectives de l'entreprise et les positions du syndicat, se prononce pour une solution franco-française : moitié pour Dassault, moitié pour la SNIAS.

Comme quoi on n'est jamais à l'abri de tomber sur plus chauvin que soi. La CGT, après avoir mené pendant des mois une campagne pour l'avion de combat français a trouvé une CFDT qui ergote pour une navette spatiale estampillée Dassault.

Correspondant LO

☐ FONDERIES DU POITOU (Ingrandes — Vienne)

Quand les chefs font un four... c'est nous qui chômons

Cette semaine, au secteur des carters, les fours à induction sont tombés en panne pour la troisième fois en deux mois. Cette fois-ci, on nous a mis en chômage partiel.

Les Fonderies (filiale de Renault) seraient pourtant une « usine de pointe », la plus moderne d'Europe, paraît-il. Edith Cresson, député-maire de Chatellerault et ministre du Commerce extérieur, a beaucoup vanté sa « haute technicité ». Le P-DG aussi. Il a fait visiter l'usine au P-DG de Renault et lui a montré « *les groupes de suivi quotidien de la qualité et de la fiabilité* ».

Mais il y a des ratés, pourtant, il faut croire que le directeur technique, le directeur des relations humaines, les agents de maîtrise sont davantage sélectionnés pour leurs qualités de gardes-chiourme que pour leurs compétences. La dernière illustration en étant que c'est nous que l'on met au chômage technique !

Correspondant LO

☐ RHÔNE-POULENC (Pont-de-Claix — Isère)

Ici on initie les chômeurs

Dans l'établissement de « chimie de base », la direction a reçu le feu vert de l'administration pour opérer une baisse de l'effectif dans le cadre d'une convention du Fonds National de l'Emploi. Pourront partir des volontaires âgés de 56 ans ou plus. Le départ est prévu pour juin 1986, le moment où la direction fermera définitivement deux ateliers : le « Tétrachlorure de carbone-perchloréthylène » qu'Atochem récupère sur son usine de Saint-Auban et le « Cumène-Phénol-Acétone » que Rhône-Poulenc regroupe à l'usine de Péage-de-Roussillon.

Rhône Poulenc va donc encore faire des économies de main d'œuvre à rajouter au bénéfice de plus d'un milliard de francs qui a valu à son P-DG de recevoir, dernièrement, la médaille du mérite des mains du ministre. Les bénéfices ont encore progressé de 33 % au premier semestre de cette année.

Seules contreparties exigées par l'administration en échange des suppressions d'emploi : 1 / faire faire à trente jeunes chômeurs (dix jeunes par trimestre sur trois trimestres) un stage d'initiation à la vie professionnelle ; 2 / prendre en stage, au centre de formation de l'usine, vingt chômeurs pour une semaine. Cent jeunes seront ainsi concernés par cinq stages. Bref Rhône Poulenc « initiera » quelques chômeurs qui deviendront des chômeurs initiés.

Correspondant LO

Il y a cent ans, naissait François Mauriac

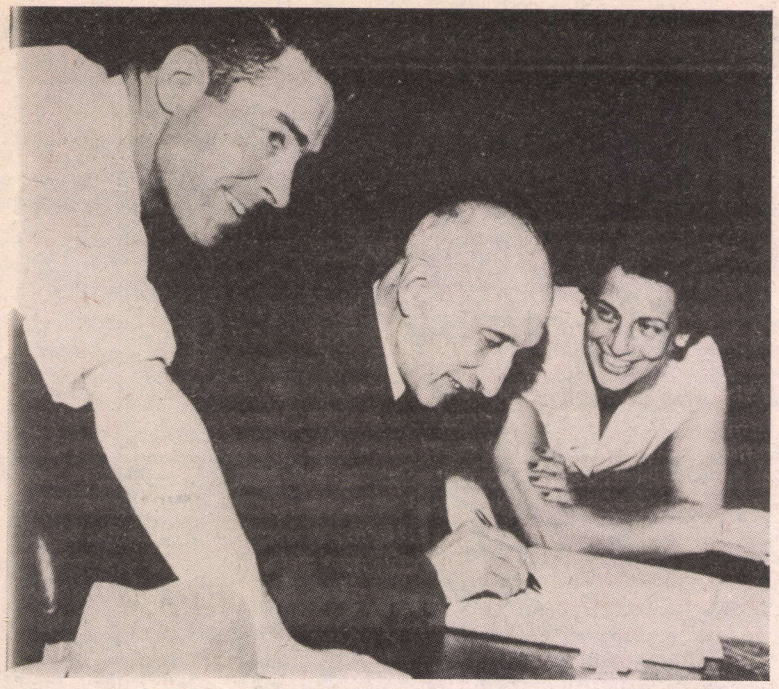
L'homme et son œuvre

François Mauriac est né il y a cent ans, le 11 octobre 1885, à Bordeaux. Il vécut jusqu'à plus de 85 ans et, pendant un bon demi-siècle, on parla beaucoup de lui dans le monde littéraire et politique. Ecrivain et journaliste, il prit part à tous les débats politiques de son temps et laissa derrière lui une œuvre importante.

Mauriac est un écrivan très représentatif d'une classe, la sienne, cette bourgeoisie dans laquelle il est né, a été élevé et dont il n'a jamais renié les valeurs fondamentales : l'attachement à la propriété de la terre, pour lui les vignes et les pins de ses propriétés du Bordelais. Comme sa classe, il eut le goût viscéral de l'ordre. Enfin, l'élève des Marianistes de Bordeaux resta jusqu'à sa mort un catholique fervent.

Tout ceci définit les limites que l'écrivain ne remit jamais en question ; ce qui ne l'empêcha pas, à l'intérieur de ce cadre, de mener la vie dure aux bourgeois qu'il connaissait si bien. Le goût de l'ordre n'étouffait pas toujours celui de la justice. Le chrétien n'admettait pas les massacres couverts du manteau de la religion. Enfin une certaine veulerie, une certaine bêtise faisaient se révolter l'intellectuel, l'homme de caractère. Sa vie politique a été marquée par ses écarts, ses révoltes, tandis que les jugements que lui inspirait sa classe se réflétèrent dans la lucidité, dure parfois jusqu'à la cruauté, qui caractérise son œuvre.

Solange DUPUIS



*A **L'Express** avec J.J. Servan-Schreiber et Françoise Giroud.*

Sa vie, ses prises de position

Né dans un milieu confortable, Mauriac y mena une longue vie sans cassures et sans drames, tout à fait conforme à l'image bourgeoise de la réussite. Dès ses premières œuvres, le succès vint au-devant de Mauriac au point qu'un de ses biographes a pu dire que sa vie ne fut qu'une longue distribution des prix : dont en 1952 le prix Nobel. Mauriac n'a pas été indifférent à tous ces honneurs.

Et pourtant ce bourgeois heureux, cet écrivain comblé n'a pas été un béni-oui-oui. A la surprise et à l'indignation de sa classe, ce bourgeois catholique sut prendre des positions contraires à celles de son milieu.

Le premier scandale fut provoqué par la guerre d'Espagne. Jusque-là, Mauriac était, par tradition familiale et conviction personnelle, assez proche du courant d'extrême-droite l'Action Française. Mais Guernica ne passa pas.

En 1937, il écrivit dans *Le Figaro : « J'ai souffert de sembler apporter de l'eau ou plutôt du sang au moulin communiste. Mais un peuple chrétien gît dans le fossé, couvert de plaies. Devant son malheur, ce n'est pas faire le jeu du marxisme que de manifester au monde la profonde unité catholique ».*

Pendant la guerre, les persécutions et le massacre des Juifs, cela ne passa pas non plus. Cela pesa fortement dans les raisons qui poussèrent Mauriac à rejoindre la Résistance, à collaborer à sa presse clandestine. L'ancien rédacteur de *l'Echo de Paris,* du *Figaro* devint, pour une brève période il est vrai, un collaborateur des *Lettres françaises.* La fin de la guerre ramena peu à peu Mauriac à sa vraie famille politique : la droite catholique et centriste. Mais avant, il eut le courage, dans les premières semaines de la Libération, d'affronter ses proches, les intellectuels résistants et, à leur grand scandale, de se battre contre les rigueurs de l'épuration. Il défendit Béraud, Brasillach, Céline pour des raisons humanitaires et se vit décerner par le *Canard Enchainé* ce surnom : « *Saint-François des Assises* ».

Le dernier scandale provoqué par Mauriac chez les bien-pensants fut son attitude pendant les troubles du Maroc et la guerre d'Algérie. Il écrivit dans *Le Figaro,* le 13 janvier 1953, au lendemain des massacres de Casablanca : « *A l'ensemble des chrétiens catholiques et protestants de l'Union française s'impose le devoir de faire front contre ce racisme né du lucre et de la peur qui enfante des crimes collectifs* ».

Cet article provoqua de gros remous : des lecteurs indignés se désabonnèrent et Mauriac se fit copieusement injurier. Cela ne l'empêcha pas de continuer à dénoncer les atrocités commises et de s'en prendre au colonialisme. Durant la guerre d'Algérie, il fut l'un des intellectuels qui protesta publiquement contre la torture. Il quitta le trop tiède *Figaro* pour *l'Express* de Servan Schreiber. Son bloc-notes fut pour lui une arme qui lui valut la haine des partisans de l'Algérie française, et des menaces de mort. Puis vint De Gaulle. Depuis la libération, il éprouvait pour lui une grande admiration et même plus. Il fit une nouvelle fois confiance à celui qu'il considérait comme le sauveur. Mauriac ne scandalisera alors plus les siens.

Ses romans

Dans le cadre étouffant de la bourgeoisie provinciale

C'est comme poète que Mauriac a débuté dans la carrière littéraire ; il a également écrit de nombreux essais et sur ses vieux jours il s'est essayé au théâtre, mais ce qui a fait sa renommée, ce sont essentiellement ses nombreux romans. Ceux-ci ont des points communs. Le décor d'abord. Mauriac les situe presque toujours dans ce coin de terre du Bordelais auquel l'attachent ses souvenirs d'enfance : la lande, la terre ravagée par le soleil, le bruit du vent dans les pins forment son cadre favori. Il disait lui-même que pour pouvoir imaginer ses personnages, il lui fallait sentir jusqu'à l'odeur de moisi du corridor de ces grandes maisons bourgeoises de son enfance.

Dans ce décor qui le touche de si près, Mauriac met en scène un milieu qu'il connaît bien : la bourgeoisie de province, âpre au gain, prisonnière de liens sociaux et familiaux étroits, victime de terribles refoulements. Les personnages de ce romancier catholique ne sont ni vertueux ni mièvres ; fortement passionnés, ils se débattent comme ils peuvent dans leurs liens.

L'œuvre est presque toujours courte : l'auteur choisit le moment de la crise, où ses héros n'en peuvent plus, où il faut que quelque chose arrive. Mauriac nous a laissé des peintures très fortes du pouvoir étouffant sur les êtres humains de l'argent, de la famille, de la religion.

Dans *Les Chemins de la Mer* il évoque une scène pénible : une bonne bourgeoise, mère de famille, venant d'apprendre que son notaire, mari de sa meilleure amie, est en fuite, se présente chez celle-ci pour lui apprendre la nouvelle et en même temps récupérer sa fortune. Elle a beau être émue par le désespoir de l'autre, elle ne lâche prise que lorsque, profitant de son désarroi, elle lui a extorqué une signature. La même femme, quelques pages plus loin, devient émouvante. Atteinte d'un cancer, elle fait très rapidement ses comptes dans le cabinet du médecin : la clinique coûterait trop cher, il faudrait toucher à la propriété des enfants ; l'hôpital, ce serait déroger, c'est impensable.

Lucide et calme, elle choisit la mort. On ne discute pas les commandements de l'argent et du rang.

Un des chefs-d'œuvre de Mauriac au titre significatif, *Le nœud de vipères,* illustre ce pouvoir. Toute une famille, enfants, petits enfants, tels une meute, épient, traquent un vieillard, attendant l'héritage. Quant à lui, il occupe le vide des jours en recherchant les moyens de les en priver.

Le thème de la famille-étouffoir, de la famille-prison, est partout dans l'œuvre de Mauriac. C'est peut-être dans *Thérèse Desqueyroux,* l'histoire de cette jeune femme qui, par amour de la propriété, a épousé un homme qu'elle n'aimait pas, qu'il peint avec les couleurs les plus fortes. Le thème de la prison y revient comme une obsession : « *Thérèse laissa éteindre sa cigarette ; l'œil fixe, elle regardait cette cage aux barreaux innombrables et vivants, cette cage tapissée d'oreilles et d'yeux où, immobile, accroupie, le menton aux genoux, les bras entourant ses jambes, elle attendrait la mort* ». Le décor lui-même, les pins noirs et serrés, le silence de bout du monde de ce coin perdu, participent à l'étouffement, à tel point que le geste meurtrier de Thérèse tentant d'empoisonner son mari finit par paraître naturel dans cette atmosphère envoûtante.

La prison familiale, la haine qu'elle suscite, inspirent aussi une des œuvres les plus fortes et les plus noires de Mauriac : *Le sagouin.* En quelques pages, l'auteur montre comment la haine maternelle jointe à l'indifférence de l'entourage acculent un enfant à la mort.

Les romans de Mauriac sont souvent sombres, mais dans ce climat étouffant passe parfois le souffle d'autre chose. Les personnages, à force de se débattre, trouvent quelquefois en eux une liberté et une humanité qui les met au-dessus des forces qui les écrasent. Le romancier catholique appelle cela la grâce. Quel que soit le nom qu'on lui donne, cela réconforte. C'est la victoire de l'humain sur ce milieu desséchant ; cela fait passer un souffle d'optimisme dans cette œuvre âpre et forte.

FILMS

« Le 4e pouvoir »

avec Philippe Noiret et Nicole Garcia

Le titre du film, *Le quatrième pouvoir*, peut laisser penser que le sujet traite de la façon dont les médias, ou plus précisément le courage de quelques journalistes, peuvent dénoncer, voire même acculer le pouvoir politique, en dévoilant ses malversations et ses mensonges. En fait, il n'en est rien. Et dans ce film, il ne faut pas s'attendre à voir à l'écran une affaire du Watergate.

Il y a bien un scandale dans lequel trempe le gouvernement qui, pour vendre deux centrales nucléaires, n'hésite pas à se faire complice de l'assassinat d'un responsable de l'opposition d'un pays arabe. Une sorte d'affaire Ben Barka sous la gauche, en quelque sorte ! Il y a bien aussi une présentatrice des actualités de 20 heures à la télévision, femme ambitieuse et ayant le goût de la célébrité. Dans un premier temps, elle semble vouloir faire éclater la vérité mais ses motivations n'ont rien à voir avec la recherche d'une quelconque intégrité de l'information. La présentatrice vise uniquement à reconquérir son ancien compagnon, journaliste de la presse écrite, attaché, lui, à la vérité et ne transigeant jamais avec sa conscience. Les rapports difficiles et ennuyeux entre ces deux professionnels de l'information tiennent une grande place dans le film, jusqu'au moment où entre les faveurs d'un seul homme et ceux de son public, la présentatrice consent à courber l'échine pour que sa carrière ne se brise pas sur une vérité dont elle se moque éperdument. Finalement, de ce fameux pouvoir de l'information, il ne reste rien.

Les dialogues du film ont été écrits par Françoise Giroud, une ancienne ministre de Giscard, elle-même journaliste et ex-directrice de publication du journal *L'Express*. Pour elle, entre l'indépendance et la vénalité de l'information, la frontière est bien étroite... Est-ce sa propre expérience qui parle ?

G.L.

Sélection cinéma

dans les salles parisiennes

Films récents...

ALAMO BAY.
de Louis Malle.

Inspiré de faits réels : dans un petit port du Texas, le racisme qui s'exprime à l'égard de réfugiés vietnamiens. Une dénonciation.

Forum Orient-Express 1er (vo). Hautefeuille 6e (vo). Monte Carlo 8e (vo). Français 9e. Montparnasse Pathé 14e. Trois Parnassiens 14e (vo).

LA ROSE POURPRE DU CAIRE.
de Woody Allen.

Une jeune femme rêveuse et sensible s'évade de la vie quotidienne en vivant une idylle avec son héros de cinéma sorti de l'écran.

Paramount Marivaux 2e. Paramount Odéon 6e (vo). Gaumont Ambassade 8e (vo).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN.
de Coline Serreau.

Trois machos transformés en mères-poules par l'arrivée inopinée d'un bébé dans son couffin.

Forum Arc-en-Ciel 1er. Gaumont Richelieu 2e. Hautefeuille 6e. Publicis Saint-Germain 6e. Gaumont Ambassade 8e. George V 8e. St-Lazare Pasquier 8e. Français 9e. UGC Gare de Lyon 12e. Fauvette 13e. Mistral 14e. Montparnos 14e. Sept Parnassiens 14e. Gaumont Convention 15e. 14 Juillet 15e. Mayfair 16e. Clichy Pathé 18e. Gambetta 20e.

UN FAUTEUIL POUR DEUX.
de John Landis, avec Eddie Murphy.

Un Blanc richissime perd sa place de fondé de pouvoir au profit d'un Noir. Désopilant et grinçant.

George V 8e (vo).

... et moins récents

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ?
de Robert Aldrich.

L'histoire des rapports de haine et de passion entre deux sœurs. Un film émouvant.

Olympic Luxembourg 6e.

LA MÉGÈRE APPRIVOISÉE.
de Franco Zeffirelli.

Un grand classique, d'après l'œuvre de Shakespeare.

Action Christine 6e (vo). Elysées Lincoln 8e (vo). Ranelagh 16e.

AMADEUS.
de Milos Forman.

Le conflit imaginaire entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et il y a de la belle musique.

Vendome 2e (vo). Lucernaire 6e (vo). George V 8e (vo).

DOCTEUR FOLAMOUR.
de Stanley Kubrick.

Quand un général américain névrosé déclenche une opération militaire contre la Russie.

Action Rive Gauche 5e (vo).

TELE

Sélection

Samedi 12 octobre

22 h 10. TF1. Michel Polac consacre son émission **Droit de réponse** à tenter de répondre à la question : **« C'est extra-lucide ? ».** Il a réuni une assemblée de personnalités médicales et quelques représentants des médiums et voyants en tout genre... pour tenter d'y voir clair.

Dimanche 13 octobre

20 h 35. TF1. Film comique : **Le coup du parapluie**, de Gérard Oury, avec Pierre Richard et Gérard Jugnot. Un vaudeville qui entraîne dans le milieu des truands un comédien raté et son imprésario minable...

20 h 35. A2. Théâtre : **Comment devenir une mère juive en dix leçons ?** de Paul Fuks. D'après l'œuvre de Dan Greenburg. Pour le plaisir de se moquer avec la dose d'humour indispensable des trop possessives mamans juives.

22 h 30. FR3. Cinéma de minuit : Arènes sanglantes, de Rouben Mamoulian. Film réalisé en 1941, d'après le roman du même nom (publié dans le Livre de Poche) de Blasco Ibanez. Une kyrielle de grands acteurs (Tyrone Power, Linda Darnell, Rita Hayworth, Anthony Quinn, John Carradine, etc.) pour une version un peu trop édulcorée d'une œuvre qui dépeint sans concession la vie et le métier d'un matador dans l'Espagne du XIXe siècle.

Lundi 14 octobre

15 h 25. TF1. Film comique : **La cuisine des anges,** de Michael Curtiz, avec Humphrey Bogart, Aldo Ray, Peter Ustinov. Le trio cocasse de trois bagnards peu ordinaires, évadés de Cayenne vers 1890.

16 h 15. FR3. Comédie musicale : **Le milliardaire**, de George Cukor, avec Yves Montand et Marilyn Monroe. Sacré tandem !

20 h 35. TF1. Encore un film comique : **L'emmerdeur,** d'Edouard Molinaro, avec Lino Ventura et Jacques Brel. La rencontre inopinée d'un tueur professionnel et d'un représentant de commerce envahissant.

22 h. TF1. Etoiles et toiles. Frédéric Mitterrand consacre son émission au cinéma yougoslave avec la présentation de **La troisième génération des cinéastes yougoslaves,** celle née après la Seconde Guerre mondiale.

22 h. A2. Les coulisses du sport propose **Le sport et l'argent.** Comment Marlboro mit la main sur la formule 1, Elf-Aquitaine sur la voile, Bernard Tapie sur le vélo, etc., etc.

22 h 35. FR3. Urba, émission réalisée par Jean Cazenave, avec Jean Auroux, le nouveau ministre de l'Urbanisme, du Logement et des Transports. Des reportages, dont l'un réalisé auprès de ceux qui chaque jour prennent le train pour se rendre au travail ; et un autre portant sur une cité HLM de La Rochelle dont la population s'est organisée en coopérative pour l'achat des biens alimentaires.

Mardi 15 octobre

20 h 35. A2. Et Dieu créa la femme, film de Roger Vadim de 1956, avec Brigitte Bardot et Curd Jurgens. Un document en somme sur ce qui était à l'époque le comble de la modernité et du cinéma « osé ».

20 h 35. FR3. La dernière séance, présentée par Eddy Mitchell. Inscrits au programme, outre des actualités de la fin des années 1950, le western de George Marshall, **La vallée de la poudre** (comique, avec Glenn Ford et Shirley Mac Laine) et le film dramatique **Les quatre chevaliers de l'apocalypse**, de Vincente Minelli, avec Glenn Ford toujours et Charles Boyer. Transposition du roman du même nom de Blasco Ibanez dans le Paris de l'Occupation où sont confrontés partisans de la Résistance et pro-nazis.

Mercredi 16 octobre

20 h 35. A2. L'heure de vérité est consacrée à une émission réalisée par François-Henri de Virieu sur Jean-Marie Le Pen, leader du Front National, qui répondra aux questions d'Alain Duhamel, d'Albert du Roy et des téléspectateurs.

21 h 40. TF1. Vérités interdites consacrée à la mort de Jacques Mesrine, descendu par la police, à Paris, le 2 novembre 1979. Une reconstitution, paraît-il minutieuse, des faits.

21 h 45. A2. Alain Decaux raconte l'**Enigme du courrier de Lyon**, cette malle poste, chargée de sept millions d'assignats destinés à l'armée d'Italie, qui fut attaquée en avril 1796. Decaux mène l'enquête.

22 h 55. FR3. Néo-polar : Le père anonyme. Ce téléfilm de Daniel Moosman raconte comment un petit mécanicien de la région lilloise s'embourbe dans le milieu des trafiquants de drogue.

Jeudi 17 octobre

20 h 35. A2. Film policier d'après un roman de Simenon : **Les fantômes du chapelier**, de Claude Chabrol, avec Michel Serrault, inquiétant chapelier, et Charles Aznavour, modeste tailleur arménien. Dans une petite ville tranquille de Bretagne, une série de crimes sordides soulève l'émotion.

20 h 35. FR3. Histoire d'un jour, de Philippe Alfonsi et Maurice Dugowson : **21 juin 1943 : qui a peur de Klaus Barbie ?** Une enquête sur l'arrestation de Jean Moulin, au moment où le procès du « boucher de Lyon » est reporté.

22 h 15. TF1. Infovision. L'émission d'Alain Denvers traite **Des enjeux du Pacifique.** Thèmes abordés : les élections en Nouvelle-Calédonie, l'attentat contre le **Rainbow-Warrior**, les expériences nucléaires de Mururoa. La seconde partie de l'émission est intitulée **Phnom Penh, la « paix » vietnamienne,** et entend montrer ce qu'est la capitale cambodgienne six ans après la chute du régime des Khmers Rouges.

A2. Résistances, émission présentée par Bernard Langlois et consacrée aux DOM-TOM (en particulier, à la libération du militant indépendantiste Georges Faisans en Guadeloupe), à l'Ethiopie et la famine, à l'Uruguay à propos d'une association musicale fondée par Miguel Angel Estrella.

Vendredi 18 octobre

21 h 30. A2. L'émission littéraire de Bernard Pivot **Apostrophes** est consacrée aux « grandes familles », et présente des écrivains, auteurs de romans sur ce thème.

21 h 35. FR3. Face à la Trois, c'est François Daubin, énarque qui abandonna l'an dernier son poste de secréaire général de la Régie Renault pour se consacrer à la présidence du MRG.

LIVRES

Les nouvelles aventures du brave soldat Chveïk

de Jaroslav Hasek

La suite des *Aventures du brave soldat Chveïk* vient d'être publiée dans une collection de poche. Moins célèbre que le premier ouvrage, celui-ci n'en est pas moins drôle ni corrosif.

La guerre de 1914-1918 bat son plein et l'immense empire autrichien subit défaite sur défaite. Il faut dire qu'avec l'armée chargée de défendre sa grandeur, le contraire serait plutôt étonnant. A sa tête, se trouvent tout d'abord des imbéciles galonnés qui abrutissent leurs subordonnés (qui n'avaient pourtant pas besoin de ça) sous des montagnes de règlements et de directives. De plus, tout ceci est en allemand, autrement dit lettre morte pour le soldat tchèque ou hongrois, qui le comprend d'autant moins que chacun a des réserves inépuisables de mauvaise volonté. Et, à l'image de l'empire, l'armée manque de cohésion : si Tchèques et Hongrois sont toujours partants pour se battre entre eux, surtout au sortir du cabaret, ils sont beaucoup moins chauds quand il s'agit d'affronter l'ennemi qu'on leur désigne ; des régiments entiers s'évaporent sur la route du front, greniers et meules de paille débordent de déserteurs qui y prennent leurs quartiers d'été, etc.

Restent des « volontaires » des jeunes gens instruits qui n'ont qu'un an d'armée à faire s'ils se font porter volontaires. Tout leur savoir, toute leur compétence est employée à chercher la planque. La concurrence est sévère dans ce domaine avec les autres soldats et, là aussi, des coups s'échangent que l'ennemi n'aura pas.

Bref, l'armée et l'Etat sont en pleine décomposition et, comme si cela ne suffisait pas (et bien que la chose paraisse impossible), Chveïk vient ajouter à la pagaille. Au milieu de cette armée composée de 99 % de soldats qui traînent les pieds et de 1 % d'imbéciles complets qui sont, bien sûr, aux postes de responsabilités, Chveïk promène tranquillement sa naïveté qui se révèle, dans cet univers kafkaien, une forme supérieure de résistance passive.

D'origine tchèque, donc citoyen à l'époque de l'empire austro-hongrois, Hasek avait lui aussi déserté durant la Première Guerre mondiale, pour rejoindre la Révolution russe. Il savait donc fort bien ce que pensaient alors les soldats tchèques, obligés de faire la guerre pour un Etat qui leur refusait toute identité nationale, et surtout qui voulaient avant tout vivre, et non mourir pour cet Empire dont ils n'avaient que faire. Comme le précédent ouvrage, celui-ci contient une critique virulente du pouvoir, absolu en façade, en pleine déliquescence dans la réalité. Et l'armée est ridiculisée avec une verve inépuisable.

Marianne LAMIRAL

Nouvelles aventures du brave soldat Chveïk, *de Jaroslav Hasek. Collection Folio. Ed. Gallimard.*

TARABAS

de Joseph Roth

Joseph Roth est un écrivain de langue allemande. Il appartient à cette littérature autrichienne de la fin du XIXème siècle et du début du XXème, née dans les milieux de la bourgeoisie viennoise d'origine juive, et qui s'est épanouie dans les cadres surannés de l'empire finissant des Habsbours, dont les représentants les plus connus furent outre Roth, Rilke, Musil, Schnitzler, et Zweig.

Le vieil empire, qu'Engels qualifiait en 1852 de Chine de l'Europe tant il semblait replié sur lui-même, à l'écart des grands courants qui révolutionnaient l'Europe, privait sans doute la bourgeoisie viennoise de perspectives historiques, tout comme de rôle politique, mais il lui offrait en contrepartie sa paternaliste protection bureaucratique.

C'est dans le domaine culturel que les milieux bourgeois viennois s'épanouiront. L'audace intellectuelle remplace l'absence de rôle politique. On recherche des formes d'art qui par leur nouveauté ouvriraient des voies nouvelles. Cette littérature est caractérisée de façon générale par un repli sur l'individu et, faisant de nécessité vertu, par un refus de se situer dans les évènements historiques.

C'est cette démarche qui caractérise *Tarabas*, le livre de Roth, qui fait dire, dans un autre livre, à un de ses personnages : « *Je ne m'intéresse qu'aux histoires privées* ».

C'est au travers du destin individuel de Nicolas Tarabas, le fils d'une famille ukrainienne aisée, une tête brûlée qui traverse le monde et les évènements en toute inconscience, qu'apparaît la révolution russe devenue une sorte d'événement abstrait, lointain, inexplicable et qui pèse pourtant sur le destin de Tarabas.

Exilé à New York parce qu'il a participé à un attentat à la bombe contre un dignitaire tsariste, il repart en Russie dès l'annonce de la guerre, pour y devenir officier de l'armée tsariste. Avec sa vitalité et sa belle inconscience, il se prend de passion pour la guerre au point qu'il reste étranger aux événements grandioses qui pourtant modèlent totalement sa vie. « *Lorsque la révolution éclata il garda son pouvoir sur sa compagnie, avec une fureur contenue, en s'aidant des gestes, des poings, du regard, de son révolver, de sa cravache. Comprendre ce qui se passait en politique n'était pas son affaire. Il lui importait peu que le tsar eût été déposé. Il était lui-même un tsar au milieu de ses hommes.* »

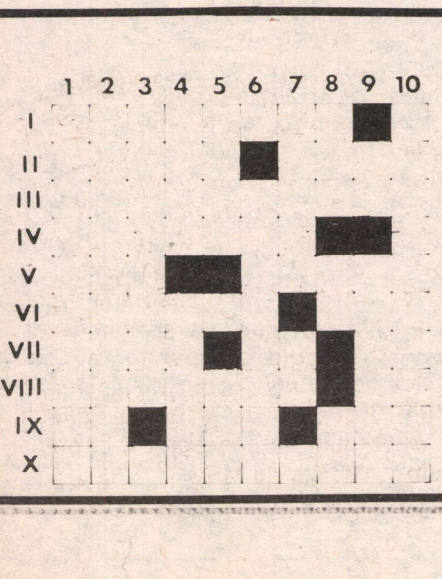
Et pourtant, la révolution va le rattraper sous la forme incompréhensible et inquiétante d'un petit soldat roux et juif, débarqué un beau matin dans sa compagnie.

« *A partir de ce jour, le monde du capitaine Tarabas commence à changer* »..., ses soldats désertent les uns après les autres, d'autres se rallient aux bolcheviks. Faute de mieux,Tarabas devient colonel du nouveau régime et s'installe dans une petite ville d'Ukraine. A la suite d'un pogrom perpétré par ses hommes, il se met à expier ses fautes passées.

Dans cette révolution russe étrange, Tarabas apparaît comme un personnage excessif, dans l'inconscience comme dans le repentir, mais un personnage tout de même rendu fascinant par le talent évocateur et l'écriture dense et précise de Roth.

Irène BROSSARD

Tarabas de *Joseph Roth Ed. du Seuil — 219 pages, 75 F.*



HORIZONTALEMENT

I. Plus d'un tente de faire figure d'homme nouveau. II. Dans le creux de l'oreille — On n'aime pas la voir passer à gauche. III. Redresseur de tôles. IV. Cédés. V. Parfois du pays. Gros poisson. VI. Fasse. Celui qui n'en manque pas pompe souvent celui des autres. VII. De même. Pas forcément approuvé. Sur une plaque minéralogique. VIII. Variété de blé. Négation. IX. Note. Arrivée. Marque d'opposition. X. Examinent en détail.

VERTICALEMENT

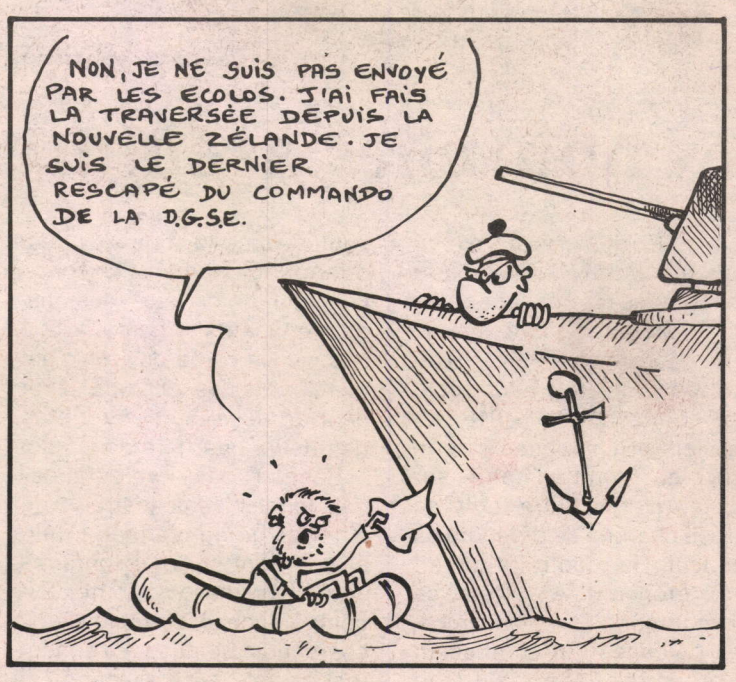
1. D'après la chanson, il y aurait un loup dans ses bois. 2. Il n'en a que pour la devanture. 3. Certains l'affichent au volant. 4. Un des deux termes d'une fameuse question. Se donnent quand ça va mal. 5. Dans l'air. Prénom féminin. 6. Leur usure est fonction de la distance. 7. Piège le gros poisson plus que le menu fretin. Fin de participe. 8. Choix. Brillait pour tout le monde. Négation. 9. Personnel. Sa pelure est un breuvage. 10. Dérangent.

Solution du numéro précédent

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
I	C	H	A	T	A	I	G	N	E	S
II	R	A	M	E	U	R	■	A	V	E
III	E	L	A	N	■	E	R	R	A	S
IV	M	O	T	T	E	■	A	R	S	■
V	I	■	E	U	R	O	P	E	E	N
VI	E	P	U	R	E	■	I	■	N	U
VII	R	I	R	E	■	E	D	I	T	E
VIII	E	S	■	S	A	P	I	N	■	E
IX	S	T	O	■	M	I	T	■	M	■
X	■	E	N	L	I	S	E	R	A	I

Cette gauche qui fait la bombe !

La France s'apprête à procéder à de nouveaux essais nucléaires dans le Pacifique. Tous les grands partis politiques de droite comme de gauche, quelles que soient les nuances qu'ils y mettent, adhèrent aujourd'hui à l'idée que la France doit avoir une force de frappe. Un consensus qui va du PCF à l'extrême-droite existe à ce sujet. Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Pendant longtemps, la gauche s'est dite opposée à ce que la France devienne une puissance nucléaire.



Contre la bombe tant qu'on n'a pas besoin d'eux pour la faire

Le Parti Socialiste dans les années 1950, était hostile à l'armement nucléaire. Non parce qu'il était contre la bombe atomique en général, mais surtout parce que son atlantisme à tous crins lui faisait trouver la bombe atomique américaine suffisante, sans qu'il soit nécessaire d'y rajouter une bombinette française coûteuse et inefficace. Mais le pouvoir a ses raisons que la raison ne connaît pas, comme dit le proverbe ; et, arrivés au gouvernement en 1956, les socialistes présidèrent eux-mêmes à la signature d'un protocole d'accord entre la Recherche scientifique et la Défense nationale sur un nouveau plan quinquennal de recherches atomiques. Et les travaux de préparation de la bombe continuèrent, même si le chef du gouvernement, Guy Mollet, réaffirmait ses positions pacifistes et promettait qu'il n'y aurait pas d'explosion de bombe avant 1961. Une échéance d'autant moins gênante que personne alors ne pensait qu'on serait prêt à faire les premiers essais avant 1961.

Le retour pour un long bail dans l'opposition, à partir de 1958, allait permettre aux socialistes de maintenir leur opposition à la bombe, encore pour quelque temps. Même Mitterrand, qui n'était pas encore socialiste, allait se dire contre la bombe, y compris encore en 1965 lorsqu'il se présenta aux présidentielles contre De Gaulle.

Pourtant, le retour de De Gaulle au pouvoir en 1958 allait marquer l'officialisation de la course à la bombe (commencée donc depuis longtemps), et l'heure de gloire du CEA. Le budget du CEA (Commissariat à l'Energie Atomique dont on fête aujourd'hui le 40e anniversaire), qui avait jusque-là tourné autour de 2 milliards de francs (en francs 1985) par an, allait progresser rapidement pour atteindre 17 milliards dès 1965 (soit 4,3 % du budget national, contre 0,6 % en 1955) ; les effectifs du Centre, qui étaient de 1 320 en 1960, allaient atteindre 5 000 en 1965, 8 000 en 1970... En février 1960 explosait au Sahara la première bombe atomique française ; et à partir de 1964 était lancé dans le domaine civil un gigantesque plan de construction de centrales électriques nucléaires dont le but était à la fois de donner des commandes aux industriels, de l'électricité à EDF, et du plutonium à l'armée.

A l'explosion de la première bombe française, le Parti Communiste protesta : « *Sans profit réel pour la science ni pour la défense nationale, plus de 200 milliards de francs sont partis en fumée* ». Le Parti Communiste, qui tout au long des années 1950 avait mobilisé et fait manifester ses militants contre l'arme atomique américaine, dénonçait donc aussi la bombe française, même si, s'agissant de la « *défense nationale* », le ton était déjà bien plus modéré.

En 1972, avec le programme commun du gouvernement, Parti Socialiste et Parti Communiste se retrouvèrent encore pour promettre de renoncer à la force de frappe par une « *reconversion* » à des fins civiles de l'industrie nucléaire militaire.

Recyclage nucléaire de la gauche

Mais c'est en 1977, quand les perspectives d'arrivée au pouvoir commençaient à se faire plus vraisemblables pour les partis de gauche, que leur reconversion s'imposa. Côté socialiste, grâce à l'énergie pro-nucléaire déployée déjà depuis Epinay en 1971 par le spécialiste militaire du Parti, Charles Hernu, (allié, en ce domaine, du CERES de Chevènement), l'opinion au sein du parti avait peu à peu été préparée au changement. Dès 1976 une note interne annonçait : « *Il ne convient pas de soumettre notre décision aux Etats-Unis, ou à qui que ce soit d'autre. En conséquence, la logique de cette affirmation c'est que nous devons avoir une politique d'armement raisonnable. D'où le problème de la force nucléaire.* » C'était le premier pas officiel vers un ralliement progressif et définitif à la force de frappe avant les législatives.

Pour les militants communistes, plus hostiles jusque-là à la force nucléaire, la reconversion allait être plus brutale : ce fut une petite bombe en quelque sorte que lança Marchais, le 21 juin 1977, en proclamant : « *J'ai consulté des spécialistes ; ils estiment que notre armée conventionnelle ne résisterait pas trois jours ; nous nous sommes donc par conséquent prononcés pour le maintien de la force de frappe nucléaire* ».

Les écologistes : contester l'atome pacifique plutôt que l'atome du Pacifique

Alors, aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce sont finalement les productions nucléaires civiles qui ont soulevé le plus de manifestations ces quinze dernières années. De la part du courant écologiste, un courant de gauche, mais né en marge des grands partis dont les dirigeants étaient résolument passés dans le camp atomique, militaire ou civil !

La lutte des écologistes fut marquée par des manifestations violentes : la manifestation contre la construction du surrégénérateur de Malville, en juillet 1977, où la police fit un mort et plusieurs blessés parmi les manifestants ; les affrontements entre habitants de Plogoff et gendarmes entre 1978 et 1980, en particulier.

La victoire de la gauche en 1981 marqua le début de la fin de toute contestation. Car les « écolos » nourrissaient aussi des illusions, qui se transformèrent en autant de déceptions, et de démissions... sauf pour les quelques-uns, comme Huguette Bouchardeau, qui trouvèrent strapontin chez les poseurs de bombe ! Alors, la contestation fut désamorcée complètement !

La promesse faite par Mitterrand aux habitants de Plogoff d'abandonner le projet de construire une centrale sur ce site, la lassitude des militants écologistes, ou leur ralliement aux socialistes, ainsi que le ralentissement, pour des raisons économiques, du programme de construction des centrales, ont calmé jusqu'à ces dernières contestations.

Alors, le Commissariat à l'Energie Atomique peut fêter très sereinement son quarantième anniversaire. Généraux et industriels pourront aller sabler le champagne en l'honneur de l'Etat généreux et de scientifiques compétents qui ont fait le prestige de l'institution et la gloire ou les bénéfices des usagers.

Il n'y a qu'Hernu qui puisse être amer et chagrin, lui qui a tant fait pour rallier le socialiste au nucléaire, de voir que c'est Quilès qui est parti à sa place, à Mururoa, assister à la prochaine expérience. Il n'y a pas de justice en ce bas monde.

Olivier BELIN

Le « choc » a le ticket !

Quilès, nouveau ministre de la Défense, a annoncé la dissolution du centre d'instruction des nageurs de combat d'Aspretto, où était basés les sept plongeurs, dont deux cadres, qui ont montré un bout de palme dans l'affaire Greenpeace.

Quilès voudrait-il condamner la DGSE à du travail de renseignement ? Pas du tout, l'« *action* » garde ses droits, et si les plongeurs plongent, le ministre a annoncé la renaissance du « 11e Choc ». Une appellation qui est tout un programme !

A vrai dire, ce « 11e Choc » est un revenant. Né en septembre 1946, à la suite de la réorganisation des services secrets français, ce demi-bataillon de parachutistes fut pendant seize ans le principal élément du service action du SDECE, l'ancêtre de la DGSE. Il fut chargé de multiples missions pour le compte de l'Etat français.

De 1949 à 1954, en pleine guerre froide, il mit sur pied des opérations de destabilisation de l'autre côté du rideau de fer, parfois en liaison avec les services secrets américains. Des centaines de parachutistes ont été ainsi expédiés pour organiser des maquis anti-russes en Tchécoslovaquie, en Yougoslavie, en Roumanie, en Biélo-russie. Avec quelle efficacité ? C'est une autre histoire.

En 1947, lors des grandes grèves de la fin de l'année, des membres du 11e Choc participèrent aux opérations contre les mineurs en grève, sous l'uniforme des gardes-mobiles du ministre de l'Intérieur socialiste Jules Moch.

Mais c'est en Indochine et en Algérie que le 11e Choc bâtit sa réputation. En Indochine, sous la direction du colonel Trinquier, ont été mis sur pied des maquis anti-Vietminh. Pour pourvoir à leurs frais de fonctionnement importants, les hommes du 11e Choc, sous le nom de code « opération X », mirent sur pied un trafic de drogue, avec l'aval des autorités françaises les plus responsables.

Ils participèrent à l'affaire de Suez en 1956 et furent parmi les parachutistes qui sautèrent sur Port-Saïd en novembre 1956.

Particulièrement actifs en Algérie, ils essayèrent à nouveau de mettre sur pied des maquis contre le FLN, en s'appuyant sur des partisans du MNA de Messali Hadj ou avec des Kabyles. Mais leurs efforts ne furent pas beaucoup plus payants qu'en Indochine : six cents Kabyles, ayant reçu des armes et une formation des hommes du SDECE, passèrent avec armes et bagages au FLN.

Enfin, la dissolution du 11e Choc, en 1962, ne fut pas étrangère au fait que l'un des patrons, le colonel Godard, avait participé au putsch des généraux de 1961 et entraîné quelques-uns de ses hommes de main avec lui. Après la dissolution, certains continuèrent d'ailleurs leur besogne, comme mercenaires et « honorables correspondants » du SDECE, au service de l'impérialisme français en Afrique notamment...

Avant de renaître donc, aujourd'hui, comme « nouveau » service de la DGSE, grâce à Quilès qui, comme Hernu, a pour les baroudeurs galonnés de ces tendresses...

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995.